

John Kolesidis / Reuters

*La deuxième place de Syriza est la bonne surprise des élections législatives du 6 mai dernier. Cela marque la volonté de la population d'en finir avec les politiques d'austérité.*

Il est particulièrement pénible de lire chaque jour dans la presse grecque (ou française !) que la Grèce se trouve désormais dans une crise plus seulement économique mais aussi politique : c'est depuis 2009 que le fond de la crise est profondément politique, quand le Pasok a pris le contre-pied total des quelques mesures sociales qu'il avait promises au « peuple de gauche » pour être élu contre la droite ! Et il est insupportable de voir aujourd'hui la même presse accuser sur tous les tons la gauche radicale Syriza de bloquer une solution politique « raisonnable », qui consisterait à l'inclure dans un gouvernement d'union nationale pour prolonger

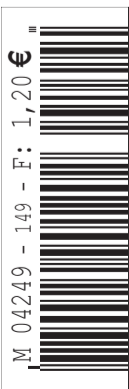
et donc accentuer la politique de misère que la Troïka claironne être la seule possible !

#### UNE SEMAINE PERDUE ?

Depuis les résultats des élections législatives du 6 mai, le Pasok et le parti de droite ND parlent ouvertement le même langage : au lieu d'admettre la défaite cinglante des partis de la Troïka et du mémorandum, ils expliquent que le vote des Grecs montre leur volonté de rester dans l'euro et de voir tous les partis collaborer ! Ils effacent ainsi le message principal, attesté d'ailleurs par les

sondages qui montrent cette semaine que seul Syriza progresse dans les intentions de vote. Deux électeurs sur trois ont rejeté la politique du mémorandum, et c'est bien ce qui inquiète les bureaucrates de Bruxelles ! Dans les différentes formules pour tenter, pendant la semaine écoulée, de former un gouvernement, tous les messages, relayés par une très grande partie de la presse, ont consisté à rejeter la responsabilité de l'échec d'un accord sur Syriza qui refuserait « de prendre ses responsabilités », discours connu en France. Les médias ne s'intéressent qu'à de prochaines élections. Ils ont reçu l'aide d'un groupe issu d'une scission

SUITE PAGE 2



**REGARDS** Bloccupy Francfort, entretien avec Verveine Angeli  
Page 2



**CAMPAGNE**  
**Législatives 2012.**  
Pages 4 et 5



**ACTU**  
**Viveo, droit du travail bafoué**  
Page 9

**Agenda**

**18-19 mai, austérité, Francfort.**

Action européenne contre les politiques d'austérité de la Troïka, avec une manifestation européenne à Francfort, le samedi 19 mai. Des actions de blocage de la Banque centrale européenne (BCE) et de la ville de Francfort auront lieu le vendredi 18 où un temps sera aussi consacré à des débats (conférences et ateliers).

Les départs collectifs en bus pour la manifestation le samedi 19 mai sont organisés, de Paris, le vendredi soir, retour le dimanche matin, au prix de 40 euros (pour le NPA, infos à venir). Attac propose de coordonner les inscriptions des départs en bus pour les comités d'audit citoyens et des personnes non organisées. Inscriptions à francfort@attac.org, permanence téléphonique au 01 56 06 43 62, de 17 à 19 heures tous les jours en semaine.

**19 mai, Nakba, 1948-2012, Marche du retour, Paris.**

En mémoire de la Nakba, quand près de 800 000 Palestiniens étaient chassés de chez eux, une marche est organisée. RV à 15 heures à Barbès.

**21 mai, Afghanistan, rassemblement, Paris.**

Pendant le sommet de l'Otan à Chicago, le collectif Otan-Afghanistan organise un rassemblement pour le retrait des troupes françaises. RV à 18h30 devant les marches de l'opéra Garnier (M° Opéra).

**24 mai, insécurité et médias, Acrimed, Paris.**

Dans le cadre des « jeudis d'Acrimed », un débat est organisé sur le thème : « Le traitement médiatique de l'insécurité », avec Laurent Bonelli. RV à 19 heures à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau (M° République).

**26 mai, Commune, hommage, Paris.**

Les Amis de la Commune organisent une montée au Mur des fédérés pour le 141<sup>e</sup> anniversaire de la Commune. RV à 14h30 à l'entrée du Père-Lachaise, rue des Rondeaux, Paris 20<sup>e</sup> (M° Gambetta)

**26-28 mai, fête de Lutte ouvrière, Presles.**

Comme chaque année, la fête de Lutte ouvrière est l'occasion de débattre. Le NPA y sera présent. Le dimanche 27 juin de 16 à 18 heures à la cité politique, Cathy Billard et Gaël Quirante représenteront le NPA à l'occasion d'un débat avec LO sur le thème : « Quelle politique face à la situation créée par les élections ? » RV du samedi 11 heures au lundi 20 heures, à Presles.

**31 mai, ciné-débat, Les Mureaux.**

Ciné-débat sur le thème « Quand l'extrême droite est au pouvoir », organisé par Attac78 Nord et la LDH. Projection de *Mains brunes sur la ville*, suivie d'un débat avec le réalisateur Bernard Richard et René Monzat, journaliste, écrivain spécialiste de l'extrême droite. RV à 20h15, au cinéma Frédéric-Dard, Les Mureaux (entrée 5,50 euros).

**GRÈCE: ON A VOTÉ, ET PUIS APRÈS ?...**

SUITE DE LA PAGE 1

droitière du Synaspismos, Gauche démocratique, dont le dirigeant Kouvelis, mécontent d'avoir vu les suffrages ex-Pasok filer à Syriza, est allé jusqu'à dire qu'il accepterait un gouvernement Pasok-ND... à condition que Syriza y participe ! La pression de Bruxelles, avec des chantages de plus en plus menaçants, a pour but de former à tout prix un gouvernement issu de ces élections, quitte à étouffer le refus de l'austérité aujourd'hui majoritaire.

De son côté, Alexis Tsipras de Syriza rappelle à juste titre que le message principal des élections est la condamnation massive de la politique d'austérité et qu'il est donc hors de question pour Syriza de trahir le mandat des électeurs, ajoutant que si Kouvelis y tient, le nombre de ses députés lui permet de constituer un gouvernement avec le Pasok et la ND... Globalement, on peut dire que dans un contexte très difficile de cuisine gouvernementale, la direction de Syriza a su répondre, au moins pour les médias. Pourtant, on peut ajouter que face aux interrogations et au désarroi de bien des travailleurEs, Syriza, présent dans les médias par les seuls dirigeants du Synaspismos, ne devrait pas se cantonner au cadre des institutions, mais en appeler au soutien populaire plutôt que de donner de la publicité à un contact avec François Hollande ou avec les dirigeants bureaucratiques

des centrales syndicales grecques. Les réponses politiques de gauche sont urgentes, et elles impliquent l'intervention des travailleurs dans le débat public, y compris bien sûr sur la question du gouvernement ! Même dans une phase d'atonie relative du mouvement social, des possibilités existent, et de toute façon, c'est le seul moyen de barrer la route à un retour autoritaire ou musclé de la droite.

**PERSPECTIVES À GAUCHE**

La gauche se retrouve avant tout dans trois organisations dont l'action unitaire sur quelques thèmes pourrait être déterminante. Pour cela, le point de départ est le dépassement de faiblesses évidentes : chez Syriza, le flou quant à la question de la dette (pas de remboursement ou échelonnement) est un des exemples du manque de détermination de ce regroupement. Quant au KKE (PC), ses résultats décevants peuvent l'amener à deux attitudes différentes : crispation sectaire – ce que veut la majorité de sa direction, qui attend l'échec de Syriza pour dire que le KKE avait raison (de ne rien faire !) – ou compréhension par ses militants (avec fort ancrage ouvrier) que l'unité d'action à gauche est vitale. Le regroupement anticapitaliste Antarsya n'a pas réussi à obtenir de députés, même s'il a dépassé le seuil des 3% dans plusieurs villes.

Sa direction a rencontré Syriza dans la semaine et l'importance des enjeux est claire pour tout le monde. La question est donc de s'unir sur ce qui fait accord entre ces trois organisations, comme l'annulation des mémorandums par exemple. De plus, un tel travail unitaire est indispensable vis-à-vis des militantEs du KKE. Cependant, au-delà de ces recherches d'actions unitaires entre organisations, l'auto-organisation des travailleurEs sera en dernier lieu déterminante pour les questions de base. Deux thèmes peuvent être indiqués : dans le cadre d'une rupture possible avec l'UE, quels liens au mouvement ouvrier européen et quels modes d'organisation de la vie quotidienne (comment étendre et faire durer le « mouvement des patates » ?). Quelle action urgente par rapport au groupe nazi qui commence enfin à être démasqué, mais qui, sur la base de sa composition d'un groupe de petites frappes qui a obtenu jusqu'à 23% dans des bureaux de vote de quartiers d'Athènes habités par les flics, continue à agir en toute impunité contre les immigrés ? Le fait qu'il ait obtenu jusqu'à 6% dans deux localités équivalant à Oradour-sur-Glane exige une riposte nationale symbolique pour laquelle la gauche doit être à l'initiative !

Andreas Sartzekis

**regards**

Propos recueillis par Alain Pojolat

**Bloccupy Francfort !**

*Verveine Angeli est militante syndicale et une des organisatrices pour Attac France de la mobilisation de Francfort contre la Banque centrale européenne.*

**Peux-tu nous rappeler l'enjeu de la mobilisation de Francfort, le 19 mai prochain ?**

La Banque centrale européenne occupe une place essentielle dans les institutions. La construction européenne a imposé dans les traités l'indépendance de la BCE. Elle a été un instrument de la politique néolibérale. Aujourd'hui, elle est le symbole de la politique d'austérité imposée au peuples et de la complicité européenne avec les banques puisqu'elle prête aux banques à des taux bas, ce que celles-ci prêtent aux États en difficulté à des taux prohibitifs, faisant de l'austérité et de la dette des politiques sans fin. Ce fonctionnement a été largement débattu dans la campagne électorale en France, y compris dans les propositions de François Hollande, et la BCE est donc en ligne de mire des discussions qui auront lieu avec Angela Merkel et de ce qu'il a appelé la « renégociation du pacte budgétaire ». Quand nos amiEs d'Attac Allemagne ont évoqué ce projet de mobilisation à Francfort, cela nous a tout de suite semblé être une proposition pleine de sens. De plus, dans une situation où les mobilisations en Europe sont restées en grande partie nationales, il nous semblait important de trouver une occasion de grouper des forces de différents pays. Et quand les nationalistes, les gouvernements, pratiquent la division entre bons et mauvais peuples, exemples et contre-exemples en matière de dynamisme... le fait que des militantEs allemandEs prennent l'initiative nous semblait aussi de nature à contribuer à combattre dans l'action ces divisions, et de montrer dans les actes la solidarité internationale, la reconnaissance d'intérêts communs au-delà des frontières nationales.

**La manifestation n'est pas autorisée, maintenez-vous l'appel à manifester ?**

Les autorités locales ont décidé d'interdire la manifestation. Les militantEs sur place disent que c'est une décision tout à fait exceptionnelle en Allemagne. Il faut savoir, de plus, qu'un camp est présent à Francfort depuis plusieurs mois. Attac Allemagne a déposé un recours contre cette interdiction et une pétition internationale a été lancée. Nous espérons qu'elle sera donc levée et qu'aucune restriction de circulation ne sera mise en place aux frontières. Nous attendons la décision encore inconnue à cette heure.<sup>1</sup> Nos amiEs insistent donc énormément pour que la manifestation se tiennent et que nous venions. Nous n'envisageons donc pas de reculer.

**Quelle est l'ampleur de la mobilisation aujourd'hui, en Allemagne et dans les autres pays d'Europe ?**

Les précédentes mobilisations face à la Banque centrale ont regroupé plusieurs milliers de personnes. C'est sur la base de ces succès, notamment lors de la journée internationale des mouvements Indignés et Occupy, que la décision a été prise d'organiser cette manifestation. Les mouvements impliqués dans la préparation sont ces mouvements Occupy, les mouvements de chômeurs, de soutien aux immigrés, des comités locaux contre la crise, le syndicat des enseignants, Attac Allemagne (qui est une organisation plus importante numériquement qu'Attac France) et les mouvements de la gauche radicale y compris Die Linke.

L'absence des grandes organisations syndicales est significative de la situation dans ce pays. Les syndicats ont été peu présents sur la scène sociale ces dernières années et les reculs ont été nombreux. Aujourd'hui des luttes sur les salaires sont engagées, un appel critique de la politique allemande est sorti, signé de personnalités syndicales de premier plan. Ce sont des changements importants mais qui n'ont pas transformé radicalement la situation. Et l'unité du mouvement social est à construire. Le rendez-vous de Francfort a été présent dans l'agenda de nombreux réseaux des mouvements sociaux européens. Nous savons que des participations collectives sont organisées en Belgique et en Italie, notamment.

**Qu'attend Attac du nouveau président français ?**

Comme de nombreux mouvements, nous attendons que les horizons s'éclaircissent, c'est-à-dire que les peuples puissent entrevoir des moyens de peser de façon plus importante sur la situation. Cela concerne la situation française avec le départ de Sarkozy, qui était un des piliers de la politique européenne, mais ce sera aussi le résultat de l'évolution de la situation en Grèce. Plus que jamais les situations sont liées. Nous ne sommes pas optimistes, nous sentons les tensions dans la situation, les menaces des nationalismes et de l'extrême droite, mais nous pensons qu'il y a des brèches à ouvrir dans la politique d'austérité totalitaire menée par les gouvernements de droite ou sociaux-démocrates ces dernières années. Quant à Hollande, il a dit qu'il renégocierait le pacte budgétaire. Nous voulons la remise en cause du rôle de la Banque centrale, de la règle d'or, des sanctions contre les États et le contrôle démocratique par les peuples.

1. La manifestation a finalement été autorisée.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)



# François Hollande et l'Europe de l'austérité



Par **Jean-François Cabral**

## LE « REDRESSEMENT DANS LA JUSTICE »

La formule est toute neuve, comme le Président. Mais on sait déjà à quoi s'en tenir : beaucoup de redressement, peu de justice, et rien de vraiment neuf. Un peu à l'image de la passation de pouvoir dans la meilleure tradition républicaine : main dans la main pour rendre hommage à la Nation et à son armée le 8 mai, main dans la main le 15 mai pour se refiler les codes de l'arme nucléaire et saluer un ex-ministre des colonies. Les têtes changent, mais pas les institutions ni le sens de l'Etat ni bien sûr la politique de rigueur qui va avec. D'ailleurs Angela Merkel a déjà prévenu : il n'y aura pas de renégociation du traité de stabilité européen (le MES). Au mieux un appendice qui conservera telle quelle la camisole de force tout en ajoutant quelques lignes sur la croissance, c'est-à-dire pour l'essentiel les moyens de gagner des points de compétitivité... Entre-temps, Hollande devra impérativement trouver 24 milliards supplémentaires pour rester dans les clous. Après les mesures symboliques pour se faire bien voir, et qui ne coûtent rien comme retirer le nouveau décret sur l'évaluation des profs, ou revenir à la retraite à 60 ans pour les carrières longues mais sans compter les périodes de chômage (quelques dizaines de milliers de personnes), il faudra du sérieux. On parle déjà de négocier une enveloppe globale sur cinq ans pour l'augmentation des fonctionnaires comme première piste pour serrer les cordons de la bourse. Bref au mieux la rigueur, avec en plus son lot de licenciements annoncés en rafale, maintenant que la trêve électorale est terminée. Au pire, vraiment le pire, si les remous du côté de la Grèce entraînent une nouvelle vague spéculative contre la dette publique et l'euro. Et sinon ? Il n'y aura évidemment pas d'autre choix que se bouger pour que ça change. Et fédérer sans attendre toutes les résistances et toutes les oppositions à cette prétendue gauche au pouvoir, sur le terrain des mobilisations, dans la rue et dans les grèves.

À peine la passation de pouvoir effectuée, Hollande doit rencontrer Merkel dans le cadre de l'Europe et Obama pour l'Otan. Il devra alors décider quelle politique il compte mettre en œuvre.

Cette fois, il n'y aura pas d'état de grâce, les événements se précipitent. Dès avant sa prise de fonction le 15 mai, Hollande a déjà reçu Van Rompuy, le président de l'UE et Juncker, le président de l'Eurogroupe et le soir même du 15 mai, il sera à Berlin avec Merkel. Puis le 18, il sera à Washington avec Obama, et le 20 à Chicago au sommet de l'Otan. Cela devrait amener des clarifications nécessaires sur la politique, économique et internationale, étroitement liées, que son gouvernement va conduire et permettra de sortir des discours abstraits sur austérité et croissance ainsi que de la comparaison hasardeuse entre l'élection de François Hollande et l'arrivée de Roosevelt et du New Deal.

### RÈGLE D'OR

Tout le monde sait qu'en Europe l'année 2012 va être très difficile en ce qui concerne la croissance et donc l'emploi et les revenus de la majorité des populations. Par exemple, pour la France, l'Insee a publié le 15 mai la croissance trimestrielle du PIB : +0,9% au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, puis +0,0 +0,3, +0,1 et +0,0 au 1<sup>er</sup> trimestre 2012. Mais malgré cela, les libéraux qui dirigent l'UE ont sermonné Hollande : une seule politique possible, l'austérité, symbolisée par le pacte budgétaire et la prétendue « règle d'or ». D'abord Merkel, puis la commission, puis le président de la BCE et même celui de la banque centrale allemande, la Bundesbank. Ce dernier a argumenté contre les quelques augmentations de dépenses publiques annoncées dans le programme électoral de François Hollande : « combattre les dettes par les dettes, cela ne marche pas », mais on peut lui répondre facilement que « combattre l'austérité par l'austérité, cela ne

marche pas non plus », comme on le voit depuis deux ans.

### LA PRESSION DE MARCHÉS

Car la crise est loin de s'apaiser. Après l'annulation d'une partie de la dette grecque, les « marchés financiers » maintiennent la pression. Et « on » envisage une sortie de l'euro, ce qui ne serait une solution ni pour la Grèce ni pour l'Europe. Après la Grèce, l'Espagne est maintenant en première ligne. Malgré un gouvernement conservateur qui accentue les programmes d'austérité et malgré les 1 000 milliards accordés par la BCE aux banques européennes (notamment espagnoles), plusieurs de ces dernières sont au bord de la faillite et une vient d'être « nationalisée » (puisqu'elle a subi les plus grosses pertes !).

### LUTTES CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Face à ces politiques menées par des fanatiques, pour la plupart non élus, de l'austérité et des « réformes », quelles sont les forces disponibles ? Elles s'expriment déjà par les défaites électorales récentes des gouvernements pro-austérité en France et en Grèce, et le recul sévère dimanche 13 mai de la CDU de Merkel en Rhénanie-Westphalie. De même les peuples islandais et irlandais continuent de refuser de payer la crise dans les référendums qui leur sont proposés. Mais les bulletins de vote seront certainement insuffisants s'ils se tournent vers les sociaux-libéraux. Rappelons-nous que dans les années 1980, dans l'Europe des quinze, il y avait douze gouvernements « socialistes » qui ont mis en place les politiques européennes actuelles. Pour mettre fin à ces politiques d'austérité et imposer l'annulation de la dette publique, la seule façon de gagner, ce sera



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

par les mouvements sociaux et leur convergence. Depuis plus d'un an, les Indignés manifestent en Grèce, en Espagne, en Italie. Il faut que les électeurs de « la gauche de la gauche », notamment en France et en Grèce, se transforment en manifestants. Il faut que le mouvement syndical européen, qui il y a plus d'un an avait produit une belle déclaration antiaustérité, s'engage effectivement dans une vraie bataille. Une

première échéance européenne de rassemblement pour cette lutte aura lieu les 18 et 19 mai avec les diverses interventions (conférences et ateliers) contre les politiques d'austérité de la Troïka (UE, FMI, BCE), et surtout une manifestation le samedi 19 mai à Francfort, siège de la BCE (voir *Tout est à nous !* du 26 avril et du 10 mai). Nous sommes les 99% !

**Jacques Cherbourg**

## Face à la vague des licenciements, construire la digue des luttes

Les luttes contre les fermetures de sites et les licenciements n'ont cessé de troubler la campagne électorale présidentielle. Non seulement les candidats de gauche ont multiplié les visites aux sites les plus emblématiques, mais Bayrou, Dupont-Aignan et Cheminade ont également été présenter leurs salades plus ou moins nationalistes. Sarkozy et Besson ont de leur côté fait jouer leurs relations et les moyens de l'État pour calmer les travailleurs les plus revendicatifs sur les dossiers les plus emblématiques. C'est ainsi que, à des degrés divers et pour des durées plus ou moins longues, des plans sociaux ou des procédures de fermeture de site ont été reportées ou annulées. Bien sûr pendant que les Arcelor Mittal, PSA, Photowatt, la Fonderie du Poitou et quelques autres semblaient susciter l'intérêt des responsables politiques, des dizaines de milliers de salariéEs perdaient leurs emplois sans le moindre recours, dans des procédures de ruptures conventionnelles, des milliers de licenciements économiques avaient lieu dans le plus grand des silences. Hollande et ses conseillers en matière d'industrie affirment qu'il n'est pas question de pratiquer la même politique de cas par cas à vocation plus médiatique que de long terme. Une loi permettant aux tribunaux de commerce de chercher un repreneur pour toute société menacée de fermeture et de l'imposer à son propriétaire s'il n'a pas trouvé lui-même d'acheteur serait dans leurs cartons. Cela permettrait de sauvegarder les entreprises rentables mais inscrites dans des restructurations par des groupes internationaux.

Le deuxième axe serait constitué par des systèmes d'aide à l'investissement : création d'une banque d'investissement, doublement du plafond du Livret de développement durable à côté des dispositifs Oséo ou Fonds national d'amorçage censé venir en aide aux PME. À l'évidence, ces mesurées ne sont pas à la hauteur des enjeux économiques et sociaux. Florange, PSA, Petroplus ou Areva mettent à l'ordre du jour l'expropriation des grands secteurs de l'industrie comme l'énergie, l'automobile ou la sidérurgie. Chez Carrefour, SFR, il faut avancer sur la concrétisation de l'interdiction des licenciements. Plus globalement, la prise de contrôle des systèmes financier et bancaire devrait permettre la mise en œuvre de politiques industrielles bâties sur la satisfaction des besoins sociaux et des impératifs environnementaux. Dans les semaines qui viennent, la politique de destruction d'emplois va prendre une nouvelle ampleur. De Carrefour à Arcelor en passant par SFR ou Technicolor, des dizaines de milliers d'emplois sont menacés. Plus que sur les vagues promesses de Hollande, c'est sur les mobilisations qu'il faut compter pour empêcher les désastres sociaux annoncés. Les difficultés sont grandes. À General Motors, PSA ou Arcelor, les salariéEs ont conscience de s'être fait balader depuis des mois ou des années par des directions qui prennent le temps de mettre en œuvre leurs plans en limitant les réactions. Un sentiment d'impuissance renforcé par l'inconstance des propositions de mobilisation ou leur prise en

charge réelle par les fédérations ou confédérations. Convaincre les collègues de se mobiliser pour leur emploi passe par la nécessité de convaincre que nous ne gagnerons pas boîte par boîte. Pas plus que le changement de société, la préservation de nos emplois ne sera possible par les urnes ou les lois. La seule voie reste le développement des luttes, leur coordination. Dans l'urgence.

**Robert Pelletier**



18 février 2012, Aulnay. Manifestation nationale contre la fermeture annoncée de l'usine. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

# Législatives 2012



## Notre campagne

Pour ces élections législatives, le NPA présentera près de 350 candidatEs qui défendront des mesures d'urgence sociales et écologiques en totale indépendance vis-à-vis du PS.

Les élections législatives sont désormais les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> tours de l'élection présidentielle. Mais celles de juin 2012 se dérouleront dans un contexte marqué par l'accélération de la crise à l'échelle européenne et par une double urgence, celle de la lutte contre l'austérité et celle du combat contre la montée de l'extrême droite. Les 350 candidatEs présentEs ou soutenuEs par le NPA défendront des mesures pour refuser l'austérité, même si elle se nomme désormais rigueur. Les salaires, les retraites, les minima sociaux doivent être augmentés immédiatement de 300 euros et ne pas être inférieurs à 1 700 euros. Pour lutter contre le chômage il faut bien sûr interdire les licenciements mais aussi réduire le temps de travail à 32 heures et embaucher massivement dans les services publics de la santé, l'éducation, le logement, les transports... Débarrassés de Sarkozy, il nous reste maintenant à nous débarrasser de toutes ses contre-réformes et à imposer par exemple la retraite pleine et entière à 60 ans, avec 37,5 annuités. Ces réponses à l'urgence sociale sont incompatibles avec le pacte budgétaire européen comme avec le remboursement de la dette publique. Pour empêcher le système financier de continuer de nuire, il n'y a pas d'autre solution que de réquisitionner les banques, de les unifier dans un service public bancaire unique sous le contrôle de leurs salariéEs et de la population. L'urgence sociale n'annule pas, bien au contraire l'urgence écologique, l'urgence de sortir du nucléaire et de lutter contre le réchauffement climatique, l'urgence d'exproprier les grands groupes de l'énergie pour constituer un service public sous contrôle public et social afin de préserver et développer l'emploi, gérer l'énergie comme un bien public accessible à toutes et tous. Ici comme dans toute l'Europe et singulièrement en Grèce, le rejet des partis qui ont mis en œuvre les politiques d'austérité fait le lit de l'extrême droite. Pour lutter contre la montée du Front national, il faut bien évidemment lutter sans concession contre l'austérité, c'est le sens du bouclier social que nous défendons, il faut aussi ne rien lâcher contre le nationalisme, le racisme et la xénophobie, contre les politiques sécuritaires et liberticides, pour la solidarité internationale et les droits des peuples, contre le sexisme et l'homophobie, pour l'égalité des droits. Nous mettons en avant l'exigence de la régularisation de tous les sans-papiers, du droit de vote pour tous les résidentEs à toutes les élections.

Hollande a été élu président grâce à la puissance du rejet de Sarkozy. Mais ni son discours, ni le programme des candidatEs députéEs socialistes, ni l'exemple des gouvernements socialistes de Grèce ou d'Espagne ne peuvent laisser espérer autre chose qu'une austérité de gauche. Si nous laissons faire, nous savons que cette politique laissera le champ libre à l'extrême droite et à la droite. Marine Le Pen se présente d'ores et déjà comme l'opposition et le recours à droite. La course de vitesse est engagée. Il est indispensable que se construise une opposition de gauche à Hollande, à sa politique, à ceux qui gouverneront avec lui. La campagne pour les législatives est aussi l'occasion de débattre des suites. Les candidatEs présentEs ou soutenuEs par le NPA veulent porter à la fois la nécessité de la plus totale indépendance vis-à-vis du gouvernement Hollande parce qu'il est impossible d'allier la défense de mesures d'urgence avec un quelconque soutien à un tel gouvernement ou une telle majorité et la volonté de construire cette opposition de gauche unitaire.

Christine Poupin

## La gauche en campagne

Hollande est élu, le changement est donc pour maintenant. Mais d'après les annonces, il semble que cela ne passera pas par l'abrogation des contre-réformes imposées par Sarkozy.



Paris, le 6 mai, place de la Bastille. (PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL/ PIERRE DUCROCO)

« Français donnez une majorité au nouveau président, pour réussir le changement ! » Toute la campagne législative du Parti socialiste tient en cette formule. Mais quel changement ? On pourrait bêtement penser que le changement commencerait par l'abolition de toutes les réformes de Sarkozy... Mais pas du tout ! La TVA sociale sera abrogée, et... ? C'est à peu près tout. Les réformes antisociales de la droite seraient-elles bonnes à prendre, tout compte fait, pour le PS ? Hollande le confirme : il mènera une politique de rigueur. Même si le PS met en scène toute une comédie de la « croissance » à relancer, à condition de trouver un accord européen en confrontation avec l'Allemagne, présenté comme un Himalaya à gravir. À les entendre, si la montagne accouche d'une souris, il faudra donc applaudir l'héroïque président... qui doit se féliciter du calendrier : le prochain sommet officiel des chefs d'État aura lieu après le deuxième tour des législatives. Mais pour les gagner, il ne faut pas trop « désespérer Billancourt » et Hénin-Beaumont. Alors que « l'espoir » est reporté à juillet, avec des négociations avec le patronat et les syndicats sur les retraites, et

une réforme fiscale limitée, quatre mesures immédiates sont annoncées : la baisse de 30% des rémunérations du président et des ministres, le droit de partir à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler très tôt (et ont toutes leurs cotisations !), le blocage du prix de l'essence pour trois mois, l'augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire. Plutôt maigre pour incarner le changement... Surtout que la reculade arrive déjà ! Le prix de l'essence, après avoir atteint des sommets, commence à redescendre un peu... Alors Michel Sapin, possible ministre de l'Économie (au moment où nous bouclons), estime que ce serait ballot de « bloquer des prix qui baissent » ! Quant au droit à la retraite à 60 ans, déjà réservé à une partie très minime des travailleurs, il serait encore plus limité que prévu, car les socialistes parlent désormais de trimestres « cotisés » et non pas « validés ». En clair : les périodes de congés maladie, de congé parental, les bonifications pour enfants, les périodes de chômage ne compteraient pas. Ainsi la mesure « coûterait trois fois moins cher », selon Marisol Touraine, possible ministre des Affaires sociales. La campagne socialiste aura donc la même saveur que celle des présidentielles, fade voire

amère, surfant sur la détestation populaire du sarkozysme, et le « légitimisme » d'électeurs voulant donner les moyens de gouverner au nouveau chef... sinon le chaos ! Les traditionnels partenaires de l'ancienne gauche plurielle sont pourtant loin de se rebiffer. À une écrasante majorité le conseil national d'Europe Écologie-Les Verts a voté la demande d'avoir des ministères. Mais lesquels ? Apparemment tout sauf l'économie, et même pas un grand ministre écologiste (qui avalerait la pilule du nucléaire maintenu)... Plutôt des « ministères régaliens » (la Défense alors ?) selon le sénateur vert Jean-Vincent Placé. Les voilà donc enchaînés au char victorieux du PS.

### ET LE FRONT DE GAUCHE ?

Il semble étrangement loin le temps où Mélenchon « était la tempête »... Les militants du Front de Gauche se souviennent, heureusement, qu'ils défendent la retraite à 60 ans à taux plein, le Smic à 1 700 euros, le rejet pur et simple du traité européen d'austérité. Mais les dirigeants du PCF n'excluent pas officiellement d'entrer au gouvernement. Sans doute pas pour réellement y aller... mais ce vague est fait pour montrer, au moins le temps de l'élection, qu'ils sont plus dans la majorité que dans l'opposition. On voit resurgir une foultitude de petits notables, de conseillers régionaux, de vice-présidents de conseils généraux, de présidents de communautés d'agglomération, d'adjoints au maire de tout poil, parfois des « braves gens » (pour parler de Mélenchon) solidaires des luttes de leur coin, souvent des bureaucrates gris muraille de collectivité territoriale. Des candidats qui nous chantent : transformons l'essai pour le changement, portons un fort groupe Front de Gauche à l'Assemblée, qui pèsera pour élaborer de bonnes lois (avec les socialistes ?!).

« Ni dans la majorité ni dans l'opposition » comme le dit Mélenchon. Mais où alors ? Il faudra bien pourtant résister à l'austérité de gauche, et aller le chercher nous-mêmes, le changement, camarades !

Yann Cézard



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

## Avec Philippe Poutou, les législatives en Gironde

En Gironde, le NPA présentera des candidatEs dans douze circonscriptions. Philippe Poutou sera sur la 5<sup>e</sup> circonscription où se trouve Ford Balnquefort.

La fédération de Gironde va présenter des candidatures sur les douze circonscriptions du département. Sur les 24 titulaires et remplaçants, 14 sont des femmes dont 8 titulaires. Et nos candidatures essaient de représenter au mieux ce qu'est le monde du travail et les camarades de la Gauche anticapitaliste prennent toute leur place, aussi bien comme candidats que pour faire la campagne.

Dans la 5<sup>e</sup> circonscription, où vivent de nombreux travailleurs de Ford, Philippe Poutou nous représentera, avec Françoise Gaillardon (technicienne retraitée) : nous y avons fait un résultat plus élevé que la moyenne nationale (3,09% par exemple à Blanquefort). C'est la circonscription où le luxe le plus fou des châteaux de renom écrase beaucoup de villages mal en point, où nombre d'ouvriers agricoles et de tout petits propriétaires vigneron sont frappés durement par la précarité et le dénuement. Sans doute une des explications du fait que Le Pen a fait ici ses plus gros résultats du département, comme ses 27,6% à égalité avec Hollande à Pauillac. C'est une circonscription où les camarades sont engagés dans les résistances : bien sûr à Ford, pour la sauvegarde des emplois, une bataille de longue durée qui est loin d'être finie, mais aussi solidaires de la population qui a imposé la sauvegarde de la maternité de Lesparre-Médoc (5 500 habitants, au nord du département) que l'Agence régionale de santé voulait fermer.

Sur la 1<sup>re</sup> circonscription, avec notamment des quartiers populaires de Bordeaux, Isabelle Larroquet, infirmière et militante syndicale dans la santé privée et l'union locale CGT, et Béatrice Walylo, enseignante, s'appuient sur un long travail militant d'implantation des comités.

Sur la 2<sup>e</sup> circonscription, Bordeaux centre, Valéry Pény, enseignante, a participé aux résistances contre les suppressions des postes de Rased (en Gironde, 75% sont supprimés), quant à Jacques Rimbault, ouvrier en invalidité, il est de tous les mouvements, contre la précarité, avec les Indignés, etc.

À Talence (3<sup>e</sup> circonscription), avec Marie Fauré (professeur vacataire) et Jean-Noël Déat (éducateur), le comité veut poursuivre les relations unitaires engagées depuis longtemps, aussi bien dans le cadre de collectifs de défense des services publics, que par des accords politiques comme pour les dernières cantonales.

Sur la 4<sup>e</sup> circonscription, à Cenon et Lormont, Christine Héraud et Monica Casanova, enseignantes et élues municipales ont été de toutes les résistances de la Rive droite : l'interpro la plus dynamique du mouvement des retraites, la défense des Roms, des sans-papiers, les actions pour sauver les postes d'enseignants Rased, contre les fermetures de classe. À Lormont qui a contracté des emprunts toxiques, nous faisons aussi entendre la nécessité d'exproprier le système financier.

À Mérignac et Saint-Médard (6<sup>e</sup> circonscription), la question de l'interdiction des licenciements sera centrale : Cofinoga (430 emplois menacés), Néo Sécurité (200 emplois), fermeture de Surcouf, restructurations dans l'aéronautique (SME-SPS, Thalès, etc.). Sandrine Alarcon, technicienne de l'aéronautique et militante syndicale, suppléante, y est confrontée depuis de nombreuses années. Quant au titulaire, Philippe Rouzé, élu NPA au Haillan, il participe à des collectifs unitaires locaux, notamment sur les questions environnementales : plusieurs scandales sur le prix et la pollution de l'eau délivrée par la Lyonnaise sont sur le tapis.



**Isabelle UFFERTE**  
53 ans, infirmière CHU, élue municipale NPA à Pessac  
Suppléant **Alexandre HOURTICQ**  
34 ans, salarié du commerce  
Avec le soutien de **PHILIPPE POUTOU**

**Parce que nos vies valent plus que leurs profits, le 10 juin votez pour les candidatures du NPA!**

À Pessac et Cestas (7<sup>e</sup> circonscription), Isabelle Ufferte, infirmière au CHU, élue à Pessac et Alexandre Hourticq, employé du commerce, sont tous deux des militants syndicaux (SUD, CGT) bien connus dans l'animation des luttes.

Tous les comités sont engagés, parfois avec de faibles forces pour des territoires très grands. C'est le cas sur les 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> circonscriptions (Bassin d'Arcachon, Sud-Gironde, Libournais, Blayais, Créonnais), mais rien qui pourrait décourager les comités et leurs candidats : 8<sup>e</sup> Monique Nicolas (conseillère technique en travail social) et Thierry de Munico (formateur) ; 9<sup>e</sup> Hervé Rioux (conducteur d'engins) et Corinne Thérage (coiffeuse) ; 10<sup>e</sup> Virginie Dole (aide médico-psychologique) et Pierre Guilloneau (aide-soignant) ; 11<sup>e</sup> Nathalie Viguié (agricultrice bio) et Julien Guillot (salarié du privé) ; 12<sup>e</sup> Laurent Delage (électromécanicien) et Martine Pont (précaire de l'Éducation nationale). Ici, comme partout, il y a du pain sur la planche.

**François Minvielle**

## Législatives 2012 en Savoie : accord entre le NPA et les Alternatifs

Pour ces élections législatives, le NPA et les Alternatifs ont décidé de présenter des candidatures communes dans toutes les circonscriptions de Savoie, en s'inscrivant dans le cadre de la « Gauche de combat » que nos deux organisations avaient mis en place à l'occasion des cantonales 2011. Fruit d'une convergence très ancienne de nos organisations, ce front s'était constitué au lendemain du mouvement des retraites, afin de réunir dans les urnes les militantEs qui avaient défendu dans la lutte l'auto-organisation et la grève générale. Profitant de la dynamique de la campagne Poutou, qui a permis de constituer en Savoie un comité de soutien qui dépasse le NPA, la Gauche de combat présentera quatre candidatures : celle de Régis Moulard des Alternatifs (circonscription de Montmélian-Maurienne) et celles de nos camarades Myriam Combet (Aix-les-Bains et avant-pays savoyard), Oriane Champanhet (Albertville-Tarentaise) et Laurent Ripart (Chambéry et Bauges). Militant pour l'unité de la gauche anticapitaliste, ces candidatures seront totalement indépendantes du PS et de ses alliés, au plan national comme à celui des institutions locales.

Durant ces élections, la « Gauche de combat » défendra un programme de rupture : un bouclier social (300 euros pour tous, pas de revenus en dessous de 1 700 euros, interdiction des licenciements, etc.), la mise en place d'une transition écologique (sortie du nucléaire, interdiction des OGM, etc.), l'affirmation de l'internationalisme (régularisation de tous les sans-papiers, retrait des troupes françaises à l'étranger, etc.), tout en défendant la perspective d'une démocratie réelle et d'un socialisme autogestionnaire.

Ces candidatures se feront aussi le porte-voix des luttes de notre département. Elles exigeront ainsi la fermeture immédiate de la centrale nucléaire du Bugey, qui, après Fessenheim, est la plus ancienne en activité. Elles feront aussi entendre la voix du mouvement « No Tav », en militant pour l'arrêt du projet de TGV Lyon-Turin et pour que les crédits considérables prévus pour ce chantier productiviste soient affectés à la rénovation des lignes existantes et au développement des TER.

On pourra suivre notre campagne en se rendant sur le blog de la Gauche de combat : [www.gauche-de-combat.fr](http://www.gauche-de-combat.fr)

**Laurent Ripart**

## L'UMP sous pression du FN

*C'est le retour de boomerang : l'orientation ultra droite de la campagne de Sarkozy et sa chasse éperdue aux électeurs du FN mettent maintenant l'UMP sous très forte pression.*

La direction du FN ne fait pas mystère de ses intentions. Après son succès de la présidentielle, elle entend utiliser les élections législatives pour enfoncer des coins dans le parti ex-présidentiel, en commençant à débaucher certains de ses élus. Ceci dans le cadre de sa stratégie visant à former un grand parti de droite extrême, populiste, nationaliste et xénophobe, à l'instar de ceux qui prospèrent dans plusieurs pays européens et parviennent, ça et là, à accéder au gouvernement en coalition avec la droite traditionnelle.

### DES DÉPUTÉS MENACÉS

Selon Marine Le Pen, « la majorité des électeurs UMP n'est pas d'accord avec la majorité de ses dirigeants. Il y a une dichotomie entre la tête et les jambes qui ne peut plus durer. Beaucoup de députés de base de l'UMP sont plus proches de nos idées que de celles de Nathalie Kosciusko-Morizet. » Or, de très nombreux députés de droite se trouvent menacés par la perspective de triangulaires avec le PS ou ses alliés et le FN. Ce dernier serait en situation de se maintenir dans plus de 300 circonscriptions s'il égalait aux législatives son score de la présidentielle. Certes, une telle hypothèse est souvent jugée improbable, en tout cas dans de telles proportions, mais elle donne la mesure du vent de panique qui souffle actuellement parmi les députés UMP. La chef du FN

enfonce donc le clou : ses candidats se maintiendront partout où ils le pourront, mais elle n'exclut toutefois pas la possibilité de « discuter » avec certains candidats de droite « s'ils rompent avec l'UMP » ; « mon objectif est de peser avec des élus, et je suis quelqu'un d'ouvert. Mais je veux un rassemblement par la base » (Valeurs actuelles, 10 mai 2012).

### UN PARTI FRAGILISÉ

Désormais sans tête après l'échec puis le retrait (provisoire ?) de son chef, l'UMP fait le gros dos. Ses caciques ont mis provisoirement de côté leurs rivalités et ambitions particulières pour tenter de sauver les meubles. La règle qu'ils ont édictée est de ne permettre aucun accord avec le FN et de renvoyer dos à dos ce dernier et la gauche. Parallèlement, pour empêcher l'éclatement, les courants de l'UMP seraient désormais autorisés à se structurer en « mouvements ».

Mais les forces centrifuges restent à l'œuvre. C'est notamment le cas avec la Droite populaire, aile la plus réactionnaire de l'UMP et possible passerelle avec le FN. Ses membres discutent actuellement de l'éventualité de former leur propre groupe parlementaire, sans même exclure l'idée de se constituer en parti. L'un des députés de cette mouvance, Jean-Pierre Garraud, s'est prononcé récemment en faveur d'un rapprochement avec le FN.

### NI FRONT RÉPUBLICAIN NI FRONT POPULAIRE

Par leurs discours et leurs actes, Sarkozy et sa bande sont les premiers responsables de la banalisation des idées et du parti lepéniste. Un phénomène mis en évidence par l'enquête Ipsos réalisée le 6 mai pour le Monde, selon laquelle 70% des électeurs de l'UMP et 68% de ceux du FN seraient favorables à des désistements réciproques au second tour des législatives.

Le danger et la menace sont évidents. Mais on ne les combattra ni par le « front républicain » (défendu notamment au PS) ni par une politique de « front populaire » comme celle que mènent Jean-Luc Mélenchon et le PCF, quand ils développent vis-à-vis de Hollande et du PS une politique non pas d'opposition, mais de pression et négociation. Combattre le FN et ses idées est une tâche spécifique mais pour être réellement efficace, elle doit aller de pair avec la construction d'une alternative indépendante, dont un jalon aujourd'hui indispensable est de former une opposition de gauche résolue au gouvernement de Hollande.

**Jean-Philippe Divès**

# Comment l'extrême

## Une lutte politique globale au cœur de notre orientation

Les dangers que représente la progression du FN à l'élection présidentielle suscitent bien des interrogations : pourquoi en est-on arrivé là, le FN est-il un parti fasciste, peut-il le devenir, comment lui barrer la route ? Ces questions sont au cœur de nos préoccupations pour définir nos tâches et nos perspectives. Elles sont au centre de nos discussions et de l'axe d'intervention que nous avons adopté pour les élections législatives : barrer la route à la droite et l'extrême droite, construire une opposition de gauche à Hollande, contribuer à l'unité du monde du travail contre l'austérité. Le fond de la discussion est bien là : comment changer le rapport de forces pour apporter une réponse à la crise contre la propagande de l'extrême droite qui flatte les préjugés réactionnaires, nationalistes et xénophobes et désigne les immigrés comme boucs émissaires. Quant au fond, le FN se développe sur le terreau de la crise, les reculs du mouvement ouvrier, le chômage et la précarisation, l'insécurité sociale aggravée par les politiques d'austérité. Il se nourrit des capitulations et impuissances de la gauche, de la démagogie populiste de la droite, du discrédit du système que Marine Le Pen qualifie d'« UMPS ».

Même si le FN n'est pas aujourd'hui un parti fasciste appelant à la violence contre le mouvement ouvrier, les immigrés, la démocratie, le développement de son influence, son éventuelle capacité à trouver une place dans le jeu institutionnel comme dans toute la vie du pays, représente un terrible danger pour le monde du travail. Une dégradation du rapport de forces en faveur des classes dominantes.

Face à cette menace, l'indignation morale, les références à l'humanisme, à la fraternité et à la République comme l'a fait abondamment Hollande, sont vains. Les prétentions de Jean-Luc Mélenchon à vaincre Marine Le Pen dans un combat électoral, programme contre programme, dont il se veut le champion et qu'il poursuit à Hénin-Beaumont, ne répondent pas aux besoins d'une lutte qui ne peut être que collective, sociale et politique. Certes, le FN n'est pas un parti comme les autres, mais qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'il n'est pas un parti institutionnel ? Qu'il ne respecte pas la République ? Est-ce bien notre rôle de défendre cette République libérale et impérialiste, jouet des banques !

Notre politique est pleinement indépendante de cette République comme de ses partis institutionnels dont nous devons dénoncer les responsabilités dans la montée du FN ; pas pour dire « tous les mêmes, tous pourris », mais pour défendre une politique du monde du travail indépendante, s'adressant à l'ensemble des classes populaires autour d'un programme combinant l'urgence sociale et l'urgence démocratique.

Militer pour l'unité contre le racisme, la xénophobie, le nationalisme, pour faire barrage à l'extrême droite et au populisme suppose aussi de garder notre pleine indépendance vis-à-vis de la gauche libérale et de ses alliés dont la politique au gouvernement a largement contribué à faire le lit du FN.

La victoire de la gauche libérale et institutionnelle ne contrecarre pas cette évolution. La gauche au pouvoir se pliera aux besoins des marchés, des banques. François Hollande s'est engagé à honorer la dette illégitime et injuste... Elle décevra une nouvelle fois et donnera de nouveaux arguments à la démagogie populiste de la droite et de l'extrême droite, à sa politique nationale-sociale qui dévoie le mécontentement sur le terrain du nationalisme et du chauvinisme, du racisme. Aujourd'hui, forte de ces résultats, Marine Le Pen postule à être « la seule opposition » à François Hollande tout en développant son offensive en direction de l'UMP. Elle veut dévoyer le mécontentement que suscitera la politique de la gauche libérale et utiliser la crise de l'Union européenne de la finance pour imposer un rassemblement populiste d'extrême droite comme force dominante à droite.

Rien n'est joué, il n'y a aucun automatisme dans ces évolutions, et la suite dépend de la capacité du mouvement ouvrier tant syndical que politique à reprendre l'initiative en s'affirmant comme une force d'opposition aux politiques d'austérité, y compris contre la gauche libérale pour développer ses propres réponses anticapitalistes à la crise.

Là est l'enjeu de la bataille sociale et politique qui s'ouvre : ne pas abandonner le terrain à l'extrême droite, construire contre elle une force d'opposition à gauche de la gauche de gouvernement, libérale, une force qui lutte pour unir le monde du travail et la jeunesse pour défendre leurs droits, pour faire vivre au quotidien dans les quartiers et sur les lieux de travail la solidarité entre tous les exploités, quelle que soit leur origine, pour combattre le racisme, une force qui situe son combat au niveau de toute l'Europe contre tous les replis nationalistes et chauvins pour en finir avec la dictature des groupes financiers et industriels.

Yvan Lemaitre

## De Hénin-Beaumont à Toulon Comment combattre le Front national

La poussée de l'extrême droite et l'extrême droitisation du débat politique n'est pas un phénomène franco-français. À la faveur de la crise, il s'affirme dans toute l'Europe. Depuis 2010, les extrêmes droites réalisent une percée électorale de manière synchronisée. Des scores de plus de 20% en Autriche, Suisse, Norvège, et plus de 15% en Finlande, Hongrie, France et Pays-Bas, permettent de mesurer l'étendue de la gangrène. Les élections en Grèce ont porté au Parlement le groupe néonazi Chryssi Avghi (Aube dorée). Les dernières élections françaises ont désormais entériné la restructuration du Front national mené par Marine Le Pen : 17,9%, plus de 6 millions de voix.

Le mouvement ouvrier n'ayant pas subi de défaite globale décisive, une panique impressionniste serait injustifiée. Mais il ne faut pas non plus se rassurer à peu de frais. On lit ici et là que la situation n'est pas grave car elle n'aurait rien à voir avec celle des années 1930. Les conditions historiques produisant des fascismes de circonstance, les parallèles sont toujours hasardeux. Si l'extrême droite a actualisé ses modalités d'intervention, elle n'en demeure pas moins un danger. Le FN, bien qu'organisationnellement encore faible, pèse déjà lourd. Il a réussi à installer dans le débat d'idées des propositions phares de son programme, à commencer par le rejet des immigrés, l'islamophobie, la préférence nationale. Il a pesé sur la

politique effective menée par l'UMP au pouvoir. Il a gagné en influence et en solidité dans une fraction importante des classes populaires. De plus, Marine Le Pen porte une stratégie différente de celle de son père et une recomposition avec les fractions les plus réactionnaires de l'UMP en crise est plus que jamais possible. La politique d'austérité version Hollande peut le renforcer, dès lors qu'il se présentera comme une opposition à la gauche ultralibérale.

### Unité dans les mobilisations et dans l'action politique

Des mobilisations unitaires antiracistes et antifascistes de l'arc le plus large possible des forces politiques et sociales de la gauche doivent permettre de donner une visibilité à une argumentation fouillée qui démasque le caractère nocif du FN : une version libérale autoritaire qui vise à perpétuer les mécanismes de domination inhérents au système capitaliste.

Plus substantiellement encore, la tâche des antifascistes ne peut se penser décorrélée de l'action politique. La question sociale doit être remise au centre du débat. Par définition, les luttes sociales ont un effet « mort aux rats » pour les fascistes. Durant la bataille des retraites, le FN a disparu de la scène politique. Les anticapitalistes doivent prendre en charge les tâches de renforcement de la gauche radicale, la construction d'une

alternative rendant faibles les tentatives de luttes, en tant que des forces politiques discréditées aux yeux de la population séduites par un élément supplémentaire au choix de construire une alternative anticapitaliste, écosociale. L'arc regroupé dans le sillage de Hollande peut le renforcer, dès lors qu'il se débarrasse de la gauche ultralibérale. Si on se débarrasse du FN, on peut reculer la campagne du Front national. Le FN a été le plus efficace pendant la campagne présidentielle lors de la présidentielle. Le FN recule dans beaucoup de villes et, par exemple, dans les banlieues très populaires de Vaux-en-Velin, Saint-Denis, Neuve et Aubervilliers. Le FdG fait des scores élevés donc là où il existe un mouvement militant.

### Hénin-Beaumont, le antifasciste emblématique

Le FN peut progresser dans les élections, créer l'événement, mais des élus en dépit d'une situation défavorable. Le choix de Jean-Luc Mélenchon face à Marine Le Pen à Hénin-Beaumont présente un risque. La médiatisation d'un argumentaire antiaustérité lancera la cause au service de la cause anti-FN dans une circonstance où la gauche radicale est frappée de plein fouet.



# combattre la droite ?

al?

favorables les condi-  
oute indépendance  
« austéritaires »,  
x de franges de la  
par le FN. C'est un  
aire qui légitime le  
une force politique  
cialiste qui élargit  
e Front de Gauche.  
es œillères du sec-  
onnaître que c'est  
nt de Gauche qui a  
our contrer le FN  
le. Électoralement,  
aucoup de grandes  
e, dans cinq villes  
populaires (Grigny,  
nt-Denis, la Cour-  
rs), où par ailleurs  
es. Le FN régresse  
un tissu social et

une bataille  
ématique

r encore aux légis-  
ment, voire obtenir  
n mode de scrutin  
de présenter Jean-  
à Marine Le Pen à  
t être discutable et  
Néanmoins, la mé-  
mentaire anti-FN  
é par Mélenchon  
tifasciste, surtout  
ription populaire  
et par le chômage.

Des membres de la direction du NPA, dont ceux de la Gauche anticapitaliste, ont proposé sans succès qu'il n'y ait pas de candidature du NPA dans cette circonscription. Dans environ 220 circonscriptions sur 577, il n'y aura pas de candidature NPA. Pourquoi s'acharner à Hénin-Beaumont où Philippe Poutou n'a recueilli que 1%? Quel est l'intérêt de faire un tout petit score mais qui peut priver Jean-Luc Mélenchon de voix qui peuvent lui être précieuses? L'argumentation de la majorité qui s'y est opposée est en rupture nette avec la tradition antifasciste portée par la LCR et jusqu'alors par le NPA. La direction du NPA explique que ce sont 30 ans de politiques libérales menées tour à tour par la gauche « institutionnelle » et la droite qui sont responsables de la montée du FN. Mélenchon dans le même sac que le PS et l'UMP en somme. Un Mélenchon qui vient d'entamer sa campagne en indiquant que les ennemis de la classe ouvrière ne sont pas les collègues de travail arabes mais le patron! À l'inverse de la politique de division, sectaire et étriquée, menée par la direction du NPA, il faudrait au contraire l'unité la plus large de la gauche de combat afin d'aider le Front de Gauche à donner le retentissement maximum à cette bataille en la liant à des mobilisations dans la population. À Hénin-Beaumont, votons Mélenchon!

Fred Yermia et Fred Borras

CONTRE LE RACISME  
EXTREME DROITE

(PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

## Contre le FN Faut-il attendre de mourir pour lutter contre la maladie ?

Le Front national a obtenu plus de 6 millions de voix aux dernières élections et s'appête à remettre le couvert aux élections législatives.

### Il y a danger immédiat

L'exemple de ce qui s'est passé entre les deux tours montre ce qu'une nouvelle progression du Front national aurait comme conséquences sur le champ politique. C'est un cercle vicieux dont il faut sortir : plus le racisme et les politiques sécuritaires sont reprises à droite (et dans une moindre mesure à gauche) et plus le Front national est banalisé et élargit son audience. Plus le FN progresse et plus les responsables politiques, à droite mais aussi à gauche, banalisent ses thèmes politiques et appliquent en partie sa politique.

Le Front national pourrait obtenir plusieurs députés à l'Assemblée nationale. Cela lui donnerait encore plus de légitimité et de pouvoir. Et même sans gagner de députés les millions de voix lui apporteront des millions d'euros en dotation de l'État chaque année. Autant de moyens pour construire son parti et financer ses cercles d'influence.

La banalisation de ses idées et la légitimité accrue en tant que parti « comme les autres » encouragent tous les préjugés réactionnaires. Les conséquences ne sont pas compliquées à anticiper, de la multiplication des remarques racistes dans nos quartiers jusqu'aux possibles agressions physiques.

### Les bases d'une reconstruction

Depuis sa scission en 1998, le FN n'avait jamais réussi à reconstituer réellement son appareil militant.

L'analyse du vote pour Marine Le Pen montre le potentiel pour la reconstruction d'un parti militant et pas simplement d'un phénomène électoral.

Il y a d'abord une cohésion idéologique dans le vote FN. Ce que le sociologue Sylvain Crépon appelle une « vision ethnique de la nation et une vision antiégalitariste de la société ». Les deux questions qui arrivent largement en tête chez ses électeurs et électrices pour justifier leur vote sont l'immigration et la sécurité. Son électorat est celui qui reproduit le plus fidèlement son vote d'une élection à une autre.

Mais, plus inquiétant, c'est un électorat relativement jeune (Marine Le Pen fait 19% chez les moins de 24 ans et 22% dans la catégorie 25-34 ans où il arrive en deuxième position derrière Hollande). Il n'y a que dans l'électorat de plus de 60 ans que Marine Le Pen fait un score (largement) en-dessous de sa moyenne.

Idéologiquement marqué, fidèle et jeune, trois caractéristiques favorables quand il s'agit de construire sur la durée. D'autant plus que, une fois passée la satisfaction d'avoir viré Sarkozy, les désillusions envers Hollande et le PS sur fond de développement des conséquences sociales de la crise, créeront un terreau favorable au FN.

### Dédiabolisation

Ce n'est pas Marine Le Pen qui a dédiabolisé le FN, ce sont les politiques et les discours menés de droite à gauche qui l'ont banalisé. À cela il faut ajouter la quasi-disparition d'une tradition antifasciste et les glissements opérés même par la gauche radicale qui ont transformé le FN en avatar d'une droite décomplexée, réactionnaire certes mais sans spécificité particulière. Légitimé, dépourvu d'une caractérisation le rendant infréquentable, le FN a désormais toute sa place dans les débats publics, aucune limite pour parader à la télé et peu de résistance pour tenir des meetings publics.

Un des fondateurs du FN, François Duprat expliquait ainsi la stratégie de construction d'un parti fasciste moderne : « le temps est venu de construire un Front national ouvert à tous les groupes extrémistes qui se présenterait aux élections sur un programme dilué comme moyen de mettre les fascistes en contact avec des recrues potentielles, les éduquant et "les transformant à notre image" ».

Si c'est Jean-Marie Le Pen qui s'est chargé des piqûres de rappel idéologiques pendant la campagne (les références à Brasillach et à Nuremberg), c'est Marine Le Pen qui s'est rendue à Vienne, en janvier, à un bal organisé par l'extrême droite autrichienne et c'est elle aussi qui a fait un clin d'œil à l'Algérie française entre les deux tours.

Autour de Marine Le Pen, on retrouve ex et actuels responsables du GUD, organisation étudiante réputée pour sa violence et les idéologues du Grece sorte de « think tank » fasciste. Le 1<sup>er</sup> Mai a vu le retour de l'extrême droite radicale dans les cortèges du FN et des skins néonazis dans le DPS.

### Contamination de la droite ?

Le FN n'est pas seulement une version « hard » de l'UMP. Sa base sociale n'est pas celle d'un parti de droite « classique ». Il touche actuellement très peu les couches les plus aisées de la population. S'il y a quelque chose de commun dans son électorat c'est la peur de l'évolution de la situation sans garde-fou social autre qu'un État fort : petits commerçants, artisans et chefs de petites entreprises, chômeurs et intérimaires, ouvriers et employés précarisés et atomisés ou en voie de l'être, femmes au foyer. Cette sociologie se reflète dans ses implantations géographiques, périphérie des concentrations urbaines, régions désindustrialisées comme le Nord ou l'Est. Certains cherchent à se rassurer en pointant le recul du vote FN dans les grands centres urbains et dans les banlieues. Cela a sans doute plus à voir avec une évolution sociologique de ces zones (la « gentrification » des centres des grandes villes et la « ghettoïsation » des banlieues) qu'avec un recul du FN dans les couches sociales où il est fort.

Cette base sociale est la version moderne de celle du fascisme traditionnel. Elle explique ce qui fait le fonds des idées qui dominent au FN, l'attachement à la nation, à un État fort (économiquement comme politiquement et « militairement »), à la famille comme base de la société, le racisme, l'unité autour d'un chef... et la haine de la gauche notamment des syndicats. Si Marine Le Pen cherche explicitement à faire imploser la droite traditionnelle, ce n'est pas fondamentalement pour devenir la nouvelle force de droite de la démocratie parlementaire, même si une évolution de ce type n'est pas exclue. C'est surtout parce que des fragments issus de la droite donneraient au FN une légitimité encore plus importante, plus de pouvoir et de moyens, plus de relais locaux et plus de capacités à pénétrer les appareils de l'État.

Certes cette notabilisation de l'appareil du FN crée des tensions et des contradictions entre des secteurs dépendant des positions institutionnelles acquises et une base sociale radicalisée contre les « élites ». Une évolution « à l'italienne » signerait, au moins temporairement, la victoire des notables sur les fascistes les plus conséquents. C'est cette tension qui avait entraîné la scission entre Mégret (lié aux secteurs les plus notabilisés de l'appareil) et Le Pen. La progression actuelle du FN est le résultat de la fermeté de Le Pen, à l'époque, pour maintenir intact le projet de construction d'un parti fasciste.

Ces contradictions, et les crises résultantes, ont jalonné l'histoire du fascisme traditionnel, en premier lieu l'histoire du nazisme, sans l'empêcher d'arriver au pouvoir. Ce que l'histoire enseigne c'est que c'est dans la capacité de la gauche à utiliser ces contradictions potentielles du fascisme que se trouve la possibilité d'empêcher l'arrivée du fascisme au pouvoir.

L'histoire a aussi montré dans les années 1930 en Europe que l'incapacité de la gauche à combiner une mobilisation unitaire pour empêcher les fascistes de s'implanter dans la rue avec une lutte résolue contre le capitalisme avait mené à une issue catastrophique

Va-t-il falloir attendre, comme certaines analyses pourraient le laisser entendre, que le FN défile encadré par des milices en chemises brunes, pour se convaincre du danger? En d'autres termes, faut-il attendre de mourir pour lutter contre la maladie?

Denis Godard



**www.foire-autogestion.org**

Les 22, 23 et 24 juin aura lieu à Paris et Montreuil la foire à l'autogestion. Au programme : stands, forums-débats, ateliers et projection de films. Cette foire sera l'occasion pour de nombreuses associations, syndicats et coopératives de partager leurs expériences de l'autogestion au sein d'un certain nombre de structures. Durant les ateliers pratiques, seront abordés par exemple « l'autogestion dans les quartiers populaires », « Internet et révolution », « édition et diffusion »... tandis que les débats se focaliseront sur l'autogestion, le syndicalisme et les luttes sociales, la reprise d'une entreprise autogérée ou encore la décroissance...

## L'essai

### LE CAUCHEMAR PAVILLONNAIRE

Jean-Luc Debry  
Éditions  
l'Échappée  
166 pages  
12 euros

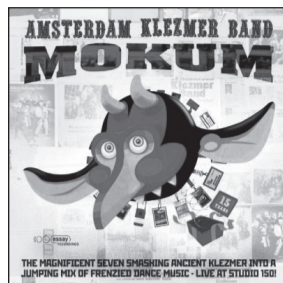


**A**u moment où les scores du Front national augmentent particulièrement dans les zones périurbaines, la lecture de ce livre donne quelques clés intéressantes. Pour l'auteur, ces zones pavillonnaires vont de pair avec une idéologie aussi bien individualiste, hygiéniste que sécuritaire, conséquence de l'organisation de l'espace tel qu'elle existe dans ces lotissements. Des rues perpendiculaires, un espace quadrillé pas des ronds-points qui se suivent sans fin mais sont toujours fleuris quand ils ne recueillent pas l'œuvre de l'artiste local, des maisons à coûts plus que serrés pour rentrer dans le petit budget des acquéreurs, construites avec des matériaux de qualité médiocre qui se dégradent bien plus rapidement que le remboursement du crédit, l'omniprésence de la voiture sans laquelle rien n'est accessible, les services publics en berne...

Parfois, il reste un centre-ville qui se résume souvent à une rue piétonne dans laquelle les boutiques appartiennent à de grandes chaînes nationales ou internationales. On y trouve également un marché pour faire authentique, mais les courses se font nécessairement dans les hypermarchés où l'on déambule de rayon en rayon sur fond de musique d'ascenseur. Dans les lotissements, le lien social est inexistant, les murs entourent les pavillons et chacun reste chez soi. Mais les habitants veulent rester en bonne santé et pour cela n'hésitent pas à s'inscrire à un club de gym... L'essai donne une vision assez précise de ces fameuses zones périurbaines et de leurs habitants. Il a toutefois tendance à présenter ces derniers comme des « cerveaux disponibles » prêts à gober sans aucune remise en cause toute l'idéologie libérale sur les « classes moyennes », ce qui peut donner un certain sentiment de malaise...

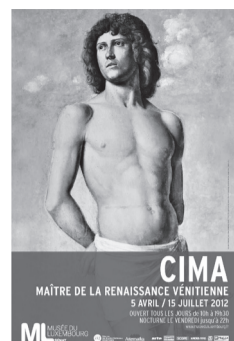
**Dominique Angelini**

**À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



### MUSIQUE

**MOKUM**  
Amsterdam Klezmer Band  
Essay  
L'Amsterdam Klezmer Band constitue une des étoiles les plus brillantes de la galaxie qui agrège le revival artistique de la new jewish music. Peut-être parce qu'elle revisite sans complexe ce style au confluent de la culture ashkenaze et du jazz, ressuscitant ainsi, au cœur de la capitale de la fumette et des tulipes, cette antiquité sonore à grands coups de jam session d'un autre temps, le tout prenant parfois des allures de foutoir punk fort sympathique. Vous l'avez deviné, c'est surtout sur scène que ce festif mélange élégiaque libère toutes ses saveurs rythmiques et cuivrées. Pour ses quinze ans, le groupe sort donc fort logiquement un live qui retrace leur carrière. De quoi soulager ceux qui ratent leur régulier passage en France.  
**King Martov**



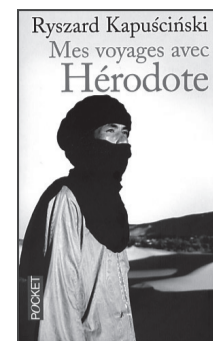
### EXPO

**CIMA DA CONEGLIANO, maître de la Renaissance vénitienne**  
Palais du Luxembourg, Paris, jusqu'au 15 juillet  
Pour nombre d'historiens d'art, Cima (1460-1518) serait à l'origine d'un goût nouveau qui prit des allures de révolution dans l'œuvre de son contemporain trop vite disparu, l'admirable Giorgione (1477-1510), Vénitien lui aussi. C'est ce qui rend précieuse cette réunion à Paris d'une trentaine de tableaux de Cima venus pour la plupart de l'étranger. Ces figurations majoritairement religieuses font mesurer tout ce qui sépare, dans l'exaltation de la nature, ces deux « provinciaux » qu'étaient à Venise Cima et Giorgione, timidité chez l'un, enthousiasme chez l'autre, leurs capacités d'expression dépendant aussi des commanditaires qu'ils s'étaient trouvés, au moment où l'Italie voyait se conjuguer ou s'affronter techniques picturales du nord et du sud de l'Europe, mais aussi toutes les puissances de l'époque.  
**Gilles Bounoure**



### CINÉMA

**DARK SHADOWS**  
Tim Burton  
Depuis longtemps admirateur de Tim Burton, je suis content de le retrouver dans cette saga goguenarde, qui voit débarquer dans un bled de 1972 un vampire enfoui 200 ans plus tôt. Johnny Depp en fait des tonnes en sinistre Dracula, les esprits chagrins diront cabotinage, mais c'est bien plaisant pour le spectateur gourmand de performances. Le déroulement de l'intrigue n'a rien de savant - à l'origine, il y avait une populaire série TV - et les enchaînements ne sont pas toujours logiques : l'essentiel est dans les clins d'œil - ou les coups de coude. On se dit qu'enfin Alice Cooper a trouvé sa place entre vampires et loups-garous... L'hommage rendu ces temps-ci par la Cinémathèque à Tim Burton fait plaisir, montre qu'une œuvre placée sous le signe de l'humour, de la fantaisie et de la parodie mérite considération autant que des produits plus « nobles ».  
**Paul Louis Thirard**



### LIVRE

**MES VOYAGES AVEC HÉRODOTE**  
Ryszard Kapuscinski  
Poche Pocket  
La Grèce, berceau de la civilisation occidentale et proche-orientale, va peut-être faire basculer le capitalisme européen dans la révolution ou le chaos. Mais les Grecs, à travers l'histoire, ont toujours percuté le monde. Qui mieux qu'Hérodote pour en témoigner. Le père de l'histoire a parcouru le monde antique (moderne à son époque) pour mieux le comprendre, de l'Afrique à la Chine en passant par l'Inde. Ryszard Kapuscinski, grand reporter polonais qui, pendant l'occupation nazie puis soviétique du début des années 1950, n'avait en mains qu'un livre d'Hérodote, nous livre sur les traces de son maître un merveilleux périple à travers les continents. Histoire, exploration, géographie, anthropologie et philosophie sont le serre-file de cet essai. À savourer sans délai avant d'aller en Grèce manifester sa solidarité.  
**Sylvain Chardon**

## LIVRE Y a pas écrit la Peste ?!

Poste mortem, de Jean-Jacques Reboux, relate les déboires d'une employée de La Poste. Sorti en 2000, ce roman est toujours d'actualité.

**L**a poste : ses voitures jaunes, ses facteurs à vélo, ses guichets, ses files d'attente, ses grèves et Olivier Besancenot, bien sûr. Elle fait partie de notre quotidien, la poste. Mais pour Simone Dubois, quinquagénaire dynamique, La Poste, c'est la Peste ! Et elle n'a pas sa langue dans sa poche quand il s'agit de dézinguer la boîte, ses chefs comme ses collègues et de raconter les entourloupes et petites combines qui font tout le charme du quotidien. Elle n'y va pas par quatre chemins, la Simone : « J'ai eu des cours de formation avec des monitrices pète-sec. Elles disaient qu'on rentrait dans une grande famille, qu'il y avait des tas d'activités à la Peste, qu'il fallait se serrer les coudes et tout ça. T'as vu la gueule de la grande famille, à présent, plus de concours, les cédédés, les contractuels, et les têtes d'œuf des OM qui te font chier avec leurs produits financiers ! » Quand elle cause syndicat, c'est dans la même veine : « Renée elle arrêterait pas de s'engueuler avec les traîtres de la CFDT qu'ont voté la réforme pour faire plaisir aux sociaux, alors ceux-là elle peut pas les encadrer, c'est comme la dinde Notat ! [...] Remarque, la mère Notat, elle a pas intérêt à mettre les pieds aux Chèques, vu que la CFDT elle s'est fait bouffer tout cru par SUD, ils sont tous à moitié trotskystes à SUD, alors elle crâne pas, la mère Notat, c'est pas comme quand elle serre la louche à Juppé ! » Par petites touches et à coups de marteau, Simone nous dévoile le quotidien des salariéEs, en particulier aux Chèques postaux : les jeux, les engueulades, les amitiés, les chefaillons... Simone a l'air d'avoir un bon coup sur la cafetière, entre chroniqueuse du quotidien et mythomane sévèrement agitée du bocal. Mais c'est ce

qui fait du roman une réussite, un mélange du Couperet de Westlake et des Tontons flingueurs aux PTT ! Et ce qui donne un tour plutôt cocasse à l'ensemble, c'est que Simone, tout au long du roman, tient en respect son ministre de tutelle, ligoté sur une chaise et enfumé comme un renard à coup de pétards. On vous dévoile le truc : c'est DSK, sans déconner ! Ficelé comme une volaille, à la merci de Simone, croqueuse d'hommes qui lui raconte toutes ses aventures et menace de la corriger. Tout ceci, avec l'actualité que l'on connaît, à La Poste comme pour DSK, donne à cette lecture un aspect jubilatoire qui se finit en apothéose sur une action du Glapo, le « Groupe de libération anarchiste de La Poste », qui réclame pêle-mêle le rétablissement du ministère des PTT, la fin des CDD et la légalisation du cannabis, avec l'appui de DSK ! Chronique de la Peste, polar déjanté et charge contre les années Jospin contaminées

par la peste sociale-libérale, ce roman n'a pas pris une ride : ça défouaille à tout va et ça fait du bien !  
**Henri Clément**

Poste mortem, Jean-Jacques Reboux, Folio Policier, Gallimard, 2000, 8,60 euros





## LÉGISLATIVES EN ALGÉRIE On prend les mêmes et on recommence

À la différence des élections législatives tenues en octobre et novembre 2011 en Tunisie, au Maroc et en Égypte, celles qui viennent de se dérouler en Algérie n'ont pas amené une nouvelle majorité parlementaire.

À l'issue du scrutin des législatives algériennes du 10 mai, ce sont les principaux partis de l'ancienne majorité – baptisée « Alliance présidentielle » – qui continueront de gouverner. Surtout l'un d'entre eux, le FLN (Front de libération nationale). Ancien parti unique depuis l'Indépendance jusqu'à l'implosion du régime en 1988-89, le FLN ne s'est jamais vraiment éloigné du pouvoir. Le président Abdelaziz Bouteflika, à la tête de l'État depuis avril 1999, est issu de ses rangs.

La nouvelle Assemblée populaire nationale (APN) algérienne a vu le nombre des sièges augmenter de 389 auparavant à 462. Une vingtaine de partis politiques avaient été créés juste avant le scrutin. Les autorités avaient tenté de donner l'impression d'un « nouveau départ ». Mais l'APN fraîchement élue est loin de présenter vraiment un nouveau visage. 220 sièges ont été pris par le seul FLN. 68 autres sièges sont allés à son clone, le « Rassemblement national démocratique » (RND). Ce dernier avait été créé en 1997 pour soutenir le gouvernement de l'époque, à partir d'une scission de l'ex-parti d'État FLN. Le Premier ministre sortant Ahmed Ouyahia appartient à ce parti.

Les formations islamistes apparaissent comme les grands perdants du scrutin. Cela d'autant plus que plusieurs d'entre eux avaient annoncé qu'ils allaient l'emporter, misant sur les victoires électorales récentes d'Ennahdha en Tunisie et des Frères musulmans en Égypte. Le parti MSP-Hamas, participant aux gouvernements successifs depuis 1999 sans interruption,

avait fait le pari de quitter l'Alliance présidentielle en janvier 2012. S'alliant à deux autres partis islamistes, il avait formé une « Alliance verte » et s'attendait à une victoire électorale. Or, il n'en a rien été. Cette alliance islamiste n'arrive qu'en troisième position, obtenant 48 sièges au total. Un autre parti d'orientation islamiste, le Front de la justice et du développement (FJD), n'obtient que sept sièges.

Tous les partis islamistes ont été surpris par ces résultats plutôt mauvais. Le FJD d'Abdallah Djaballah a prétendu que son faible score n'était dû qu'à la fraude électorale.

En réalité, il est assez improbable que la fraude explique, à elle seule, leur défaite. La manipulation a pu exister. Elle n'explique probablement pas les grandes tendances du scrutin, qui trouvent leur fondement plutôt dans l'absence profonde d'une espérance qui serait tournée vers un changement politique. En tout cas, aujourd'hui la majeure partie de la société n'espère rien d'une alternance au niveau des institutions de l'État. « On préfère encore voter pour un "gros" que pour un "maigre" », nous explique Kheira, ouvrière, lors d'un déplacement récent à Oran. « Le gros, qui est déjà riche, aura peut-être un peu moins faim. Pour le maigre, qui cherche encore à s'enrichir, on se dit qu'après cinq ans, il sortira lui-même aussi gros de sa place. Entre-temps, il va voler l'État. » Les partis islamistes sont eux-mêmes largement discrédités. En dehors d'un discours « moralisateur », ils n'ont apporté strictement aucun changement à la vie des Algériens, alors que



(REUTERS/ZOHRA BENSEMRA)

plusieurs d'entre eux ont participé aux affaires depuis plus de dix ans.

Un changement positif en Algérie ne viendra ni des islamistes ni du Parlement. En attendant, les mouvements sociaux pourraient, eux, être porteurs de perspectives positives. Les « syndicats autonomes » (hors UGTA, la centrale syndicale dont l'encadrement est depuis toujours arrimé au FLN, au RND et à l'État) viennent de créer, pour la première fois, une confédération syndicale

nationale indépendante. Des travailleurs de la justice sont en grève de la faim pour la reconnaissance de leurs droits. Des manifestations voire des émeutes locales sont quasi quotidiennes. Ce n'est pas dans les élections qu'il fallait chercher un espoir.

**Bertold du Ryon**

## 1<sup>er</sup> Mai 2012, rebâtir le camp de la gauche socialiste !

Nous publions la déclaration du Parti socialiste des travailleurs (PST) en Algérie, ratifiée à l'occasion de la fête du 1<sup>er</sup> Mai.

Le 1<sup>er</sup> Mai 2012, fête internationale des travailleurs, est célébré dans un contexte de crise économique et financière majeure du système capitaliste d'une part et des résistances des travailleurs et des masses populaires aux plans d'austérité et de suppression des acquis sociaux d'autre part comme en Grèce, en Espagne...

Dans notre région, le contexte reste marqué par les soulèvements populaires dans plusieurs pays arabes contre la dictature et la misère sociale, comme en Tunisie, en Égypte, au Yémen... et par l'intervention militaire impérialiste de l'Otan pour imposer un pouvoir docile et piller les richesses des peuples comme en Libye et peut être en...Syrie.

En Algérie, alors que les prix de la pomme de terre et des produits de large consommation ont franchi des seuils sans précédents, ce 1<sup>er</sup> Mai intervient dans une ambiance électorale ternie où la désaffection populaire le dispute largement aux campagnes contre l'abstention et autres promesses de transparence du scrutin du 10 mai. Cependant, les luttes des travailleurs pour des revendications salariales et de défense des droits syndicaux, comme la lutte héroïque des travailleurs de Cevital-Béjaïa, les grèves des enseignants, des médecins, des greffiers, des travailleurs du métro d'Alger, des aiguilleurs du ciel... d'une part et, d'autre part, les protestations des masses populaires pour le logement, l'emploi et contre la précarité et la misère comme les mouvements des chômeurs à Hassi R'mel et à Ouargla, des travailleurs du pré-emploi à Alger, les émeutes de Jijel... maintiennent le cap des mobilisations et de la vitalité du front social dans notre pays.

Au même moment, les Algériens apprennent par le biais du FMI, qui demande un prêt à notre pays dont les réserves financières avoisinent les 200 milliards de dollars, que l'Algérie est devenue riche mais pour faire profiter seulement les... riches et les pays capitalistes et impérialistes à économies dominantes afin d'atténuer leur crise économique et financière.

Pourtant, la situation exige l'utilisation de cet excédent pour mettre en place une stratégie économique basée sur l'industrialisation du pays et la relance de l'agriculture dans le but de réduire les importations et engager une politique de développement durable et autosuffisant. Pour imposer cette perspective, il nous faut construire un large front de la classe ouvrière et ses alliés. Il nous faut construire un puissant pôle syndical et politique, capable d'imposer nos droits démocratiques, d'organiser notre résistance face au libéralisme économique et permettre la cristallisation d'une alternative de gauche à la hauteur des exigences sociales et politiques des luttes des travailleurs, des paysans pauvres, des femmes et de la jeunesse.

Dans cette perspective et à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai 2012, le PST lance solennellement un appel pressant aux partisans du projet socialiste, aux militants syndicaux et associatifs, aux femmes et aux jeunes qui combattent l'oppression, à tous les militants de gauche individuels ou collectifs pour débattre sans a priori et participer conjointement à l'élaboration de « la plateforme de gauche » qui permettra l'émergence d'un cadre d'action unitaire, démocratique et combatif : « le rassemblement de gauche », rassemblement permettant aux travailleurs et aux opprimés d'unifier leurs rangs dans les luttes démocratiques, antilibérales et anti-impérialistes.

Vive le 1<sup>er</sup> Mai !

Vive la lutte des travailleurs !  
**Le Secrétariat national du PST**  
**Alger, le 1<sup>er</sup> Mai 2012**

www.pst-dz.org

## Prisonniers palestiniens : quelques chiffres-clés

À l'occasion du mouvement historique de grève de la faim des détenus palestiniens, il nous a semblé utile de revenir sur la situation carcérale en Israël. Les chiffres rapportés ici sont une synthèse des différentes statistiques « officielles » d'ONG israéliennes, palestiniennes et internationales, recoupées avec mes propres chiffres et calculs.

**4653** Le nombre de prisonniers politiques palestiniens (mai 2012). Rapporté à la population, ce chiffre équivaldrait à près de 70000 prisonniers politiques en France.

**ENTRE 700 000 ET 750 000** Le nombre de Palestiniens qui sont passés par les prisons israéliennes depuis juin 1967, soit près de 20% de la population des territoires occupés.

**ENTRE 45 ET 50 %** La proportion, chez les hommes palestiniens de plus de 18 ans résidant dans les territoires occupés, de ceux qui ont séjourné au moins une fois en prison.

**ENTRE 2500 ET 3000** Le nombre de prisonniers participant au mouvement de grève de la faim (14 mai).

**78** Le nombre de jours de grève de la faim de Bilal Diab et Thaer Halahleh.

**7 MINUTES** La durée de visite accordée à la famille de Bilal Diab lors du 76<sup>e</sup> jour de grève de la faim.

**27** Le nombre de députés palestiniens actuellement emprisonnés, soit près de 20% des parlementaires.

**218** Le nombre de détenus mineurs (mai 2012), parmi lesquels 33 âgés de moins de 16 ans.

**527** Le nombre de prisonniers condamnés à la perpétuité.

**449** Le nombre de prisonniers condamnés à des peines supérieures à 20 ans (hors perpétuité).

**67 FOIS LA PERPÉTUITÉ** La condamnation (record) prononcée contre Abdullah al-Barghouti, le 31 novembre 2003.

**308** Le nombre de prisonniers en détention administrative (sans charge et sans procès, renouvelable à l'infini tous les six mois).

**6 ANS** Le temps (record) passé en détention administrative par Salim Ayesh, entre 2001 et 2007.

**3 ANS ET 2 MOIS** Le temps passé à l'isolement par Ahmed Saadat, secrétaire général du FPLP (toujours en cours le 15 mai).

**477** Le nombre de prisonniers libérés lors de la première étape de l'échange avec Gilad Shalit. Un échantillon représentatif de la population carcérale :

- détenus depuis en moyenne quatorze ans ;

- 20% d'entre eux détenus depuis plus de 20 ans ;

- 172 d'entre eux avaient été arrêtés avant les Accords d'Oslo (1994), 54 durant les « années Oslo » (1994-2000), 251 depuis septembre 2000.

**470** Le nombre de Palestiniens arrêtés dans les deux mois qui ont suivi la libération des 477 (18 octobre-18 décembre 2011).

**9542** Le nombre de Palestiniens de Cisjordanie déferés devant les « tribunaux militaires » israéliens pour la seule année 2010.

**99,74 %** Le taux de condamnation de ces « tribunaux militaires » en 2010.

**Julien Salingue**

## Permis de tuer pour la police

Le 21 avril, Amine Bentounsi est abattu d'une balle dans le dos par des policiers qui le poursuivaient à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Le 25 avril, le policier auteur du coup de feu mortel est mis en examen pour homicide volontaire par le tribunal de Bobigny.

À l'origine, c'est la procureure de Bobigny, réputée pour être aux ordres du pouvoir, qui fait placer le policier en garde à vue. Elle a ouvert une enquête pour « coup mortel ». C'est donc qu'elle jugeait qu'il y avait des faits sérieux. Le juge a mis en examen le policier en retenant une infraction plus grave : « homicide volontaire ».

On ne peut que se féliciter de ce choix d'incrimination fait par la justice pour cette mise en examen. En effet, le plus souvent, la justice retient la version des policiers – après la mort d'une personne provoquée par une intervention policière. Cela aboutit, quand il y a mise en examen (ce qui malheureusement n'est pas toujours le cas), à une incrimination qui évite de pointer la responsabilité des policiers.

Aussitôt connue la nouvelle du motif de cette mise en examen, les policiers descendent toutes sirènes hurlantes dans les rues de Bobigny, à Paris sur les Champs-Élysées, à Marseille, Nice, Lyon, Bordeaux et Pau pour dénoncer cette décision, en stigmatisant une fois de plus le tribunal de Bobigny et ses juges laxistes !

Dans le même temps, Nicolas Sarkozy, dans la logique de sa campagne menée sur les thèmes de l'extrême droite, propose d'instaurer une « présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre », reprenant ainsi une proposition du programme du Front national.

Cette proposition correspond également à une demande du syndicat Alliance, bien connu pour ses positions proches de l'extrême droite, qui a tout de suite annoncé le lancement d'une pétition parmi les policiers appelant à un « droit à la présomption de légitime défense » afin de « mieux protéger policiers et gendarmes ».

Comme le dit très bien Matthieu Bonduelle, président du Syndicat de la magistrature, « c'est stupide, la présomption d'innocence existe déjà, faire une présomption de légitime défense ne changerait rien, c'est d'ailleurs Sarkozy qui avait inventé la présomption de culpabilité par le passé. Soit c'est de la poudre aux yeux, soit il y a quelque chose de plus grave derrière. Si Nicolas Sarkozy souhaite mettre en œuvre une présomption de légitime défense absolue alors là c'est vraiment nouveau et ça n'existe dans aucune démocratie. Cela signifierait que le policier peut se servir de son arme comme il veut, sans que jamais la justice ne puisse enquêter pour savoir s'il était en situation de légitime défense ou pas. C'est la mise en place d'un permis de tuer. »

### La règle c'est l'impunité des policiers

350 personnes, la plupart jeunes et/ou immigrés ont été tués en 30 ans par des policiers, lors de poursuites, d'interpellations musclées ou d'expulsions de sans-papiers.

Les procès des policiers de la plupart des affaires récentes se terminent par un non-lieu ou des peines très légères, voire par un classement sans suite avant même tout procès. Que ce soit pour Hakim Ajimi à Grasse, Ali Ziri à Argenteuil, Luigi Duquet à Orléans, Lamine Dieng à Paris, Mamadou Maréga à Colombes, Abdelilah El Jabri à Aulnay-sous-Bois... Par contre, les jeunes qui réagissent à la suite de la mort de jeunes de leur quartier sont eux durement condamnés, le plus souvent en comparution immédiate, et prennent des peines de prison fermes.

Nous ne pouvons qu'être inquiets de la pression des policiers depuis le début de cette affaire, notamment des syndicats de policiers comme Alliance et Synergie. L'extrême droite est implantée chez les policiers, qui dans certains départements, notamment le 93, ne font pas mystère de leur sympathie pour le FN. Le livre de Didier Fassin, *La Force de l'ordre*, est très éclairant sur l'idéologie d'extrême droite et le racisme qui règnent dans certains commissariats.

Hollande est attendu au tournant par les policiers, et faire monter la pression dans la police a pour but certes de protester contre la politique du chiffre et de la RGPP, mais pour beaucoup il s'agit d'un signal au prochain gouvernement : « pas touche à nos pratiques ».

Nous devons continuer à nous battre contre l'impunité de la police, et exiger justice et vérité pour toutes les personnes tuées par la police.

Anne Leclerc

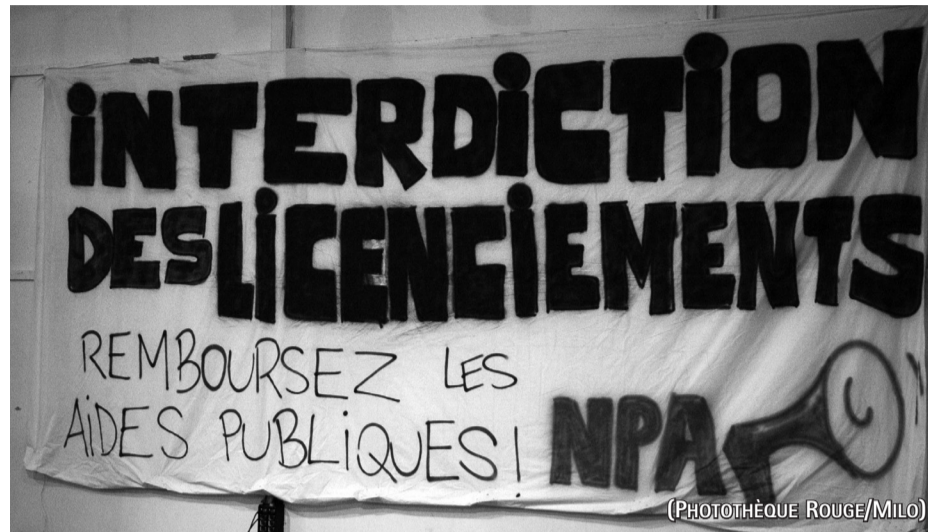
VIVEO

## Le droit du travail bafoué

La Cour de cassation autorise les plans sociaux sans motif économique, laissant les mains libres aux licenciés.

Pour le droit du travail, le licenciement pour motif économique est un mode de rupture du contrat de travail à durée indéterminée, à l'initiative de l'employeur, pour un motif non inhérent à la personne salariéE. Il implique la suppression, la transformation de l'emploi, ou la modification d'un élément essentiel du contrat de travail refusée par le/la salariéE. Enfin, la suppression ou la transformation de l'emploi doivent être consécutives notamment à des difficultés économiques ou à des mutations technologiques.

Reconnu depuis 1945, c'est seulement le 3 janvier 1975 que la loi relative aux licenciements pour cause économique organise la consultation des représentants du personnel sur les projets de licenciement pour motif économique, et instaure l'autorisation administrative préalable de licenciement. Ces dispositions ont constamment été combattues, notamment en revoyant à la baisse les droits des institutions représentatives du personnel (IRP). Finalement, l'autorisation administrative de licenciement a été totalement supprimée en décembre 1986. Le régime du licenciement économique a été complété en 1989 avec une loi qui développe les mesures d'accompagnement des salariéEs licenciéEs pour motif économique appelées « plan social ». Ces mesures visent à maintenir les salariéEs dans l'entreprise malgré les difficultés économiques, ou à faciliter leur départ en aidant leur reconversion, leur formation et leur recherche d'emploi. La loi de modernisation de janvier 2002 a réformé le régime du licenciement pour motif économique, pour prévenir la survenance de tels licenciements dans les entreprises « économiquement saines ». Le rôle de l'administration du travail et des représentants du personnel a été renforcé, un congé de reclassement a été institué et la loi a substitué au plan social un plan de sauvegarde de l'emploi. Les licenciements doivent toujours avoir un motif économique, mais la confrontation a lieu alors autour des définitions. Il s'agit de ne pas attenter au principe constitutionnel de la liberté d'entreprendre. La loi parle d'un ou plusieurs motifs non inhérents au salarié, notamment de difficultés économiques, de mutations technologiques. La jurisprudence a ajouté un troisième motif qui est la réorganisation de l'entreprise pour sauvegarder la compétitivité de cette



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

dernière. Le licenciement pour motif économique doit en fait réunir trois éléments essentiels pour avoir une cause réelle et sérieuse : un élément matériel (suppression d'emploi, transformation d'emploi ou modification du contrat de travail), consécutif à un élément causal (difficultés économiques ou mutations technologiques), et l'impossibilité de reclasser le salarié.

Au final, il ne restait plus que deux voies de contestation juridiques : la contestation devant les tribunaux de la validité de la consultation des IRP et celle de la réalité des motifs économiques des licenciements devant les prud'hommes par les licenciéEs. En 2010, l'éditeur de logiciels Viveo avait annoncé un plan de sauvegarde de l'emploi visant 64 salariéEs, quelques semaines après son rachat par le groupe suisse Temenos. Les syndicats de salariéEs l'avaient contesté en justice et la cour d'appel de Paris l'avait annulé estimant que les motifs économiques étaient insuffisants.

Depuis, les tractations et les pressions du Medef et des associations de DRH se sont multipliées en direction des membres de la Cour de cassation. Pour le Medef, la confirmation de l'arrêt Viveo reviendrait à établir une autorisation judiciaire des licenciements trente ans après la suppression de l'autorisation administrative et ouvrirait la voie à une saisine systématique du juge. Au contraire, pour les syndicats, il s'agissait d'un pas indispensable pour lutter contre les licenciements boursiers. Pour eux, refuser au juge le pouvoir de vérifier en amont

le fondement économique aurait ouvert la porte au détournement de la loi de prévention des licenciements, déjà fragilisée par les plans de départs volontaires ou les ruptures conventionnelles.

Comme cela était malheureusement prévisible, la Cour de cassation a cassé le 3 mai cet « arrêt Viveo ». Pour la Cour de cassation, « La procédure de licenciement ne peut être annulée en considération de la cause économique de licenciement ». En vertu du Code du travail, « seule l'absence ou l'insuffisance du plan de sauvegarde de l'emploi entraîne la nullité de la procédure ».

Dans un rapport de forces globalement dégradé avec les difficultés et les faiblesses des mobilisations entreprise par entreprise, les procédures juridiques sont bien souvent la principale ligne de défense des organisations syndicales et des salariéEs. Après les Conti, les Goodyear, les Fralib, M-Real et bien d'autres font l'amère expérience des aléas de la justice bourgeoise. Un changement de majorité parlementaire devrait ouvrir la voie à des transformations de la législation tant en matière de droit des licenciements que des droits des salariéEs et des institutions représentatives du personnel. Il n'en reste pas moins que cela aura plus de chance de voir le jour si les mobilisations se développent autour de la revendication d'interdiction des licenciements.

Robert Pelletier

## Turbulences à prévoir dans l'aérien !

En tant que bon copain de Sarko, le nouveau PDG d'Air France, Juniac, a été nommé en octobre, et fait suite à 20 ans de gouvernance socialisante (Attali, Blanc, Spinetta). Il est arrivé nanti d'un bon salaire à 900 000 euros et a enclenché un discours catastrophiste. En fait, la dette, ramenée au chiffre d'affaires d'Air France, n'est pas si grande que cela. Elle est le produit d'une expansion mondiale à marche forcée, qui requiert beaucoup de capitaux (achats d'avions, rachats de compagnies comme KLM, Alitalia...). Un discours alarmiste, donc, sans moyen de contrôler les comptes. En parallèle, les avions sont pleins à craquer (82,5%), la recette unitaire est la meilleure du secteur... le chiffre d'affaires est en croissance de 6,8%. La plupart des syndicats crient au désastre, en veulent à Gourgeon, ancien PDG socialisant débarqué pour faire place à Juniac, parti quand même avec un solde de 2,1 millions d'euros (clause de non-concurrence, indemnité de départ...). Sous la pression du syndicat SUD Aérien montrant les bons

résultats opérationnels et appelant à la mobilisation, certains demandent timidement un audit des comptes.

Les salariéEs sont pris entre toutes les rumeurs, alimentées par les mêmes syndicats (Unsa, CFDT...) qui ont signé un accord de cadrage pour arriver fin juin à un gain de 20% de productivité. La DRH explique que les principaux leviers sont « les salaires et le temps de travail ! » Au programme :

- suppression de l'ancienneté, (+2,5 % tous les cinq ans), des promotions pour travail plus complexe et qualifié qui rapportaient aussi des 1 ou 2 % ;
- augmentation du temps de travail par suppression de la plupart des dix jours de RTT, et des congés pris en basse activité. On le voit, la DRH ne parle pas du tout de licenciements, ce sont les « partenaires socio-ramollo » qui font courir ces bruits pour demain justifier une signature d'accords à la baisse, le tout pour sauver les emplois ! La ficelle est grosse !
- La création d'une compagnie low-cost sur courts et moyens courriers. Avec en

parallèle le développement de la sous-traitance (centre d'entretien à l'étranger). Pour quémander aussi de nouvelles aides gouvernementales : Air France ne paie déjà plus d'impôts depuis plusieurs années car elle a la possibilité de déduire les achats d'avion (d'où l'effet nul des mesures de Hollande accroissant le taux d'imposition), ne paie pas non plus de TIPP sur les carburants, mais aimerait bien une baisse des cotisations sociales et taxes d'aéroport...

Le NPA demande la transparence des comptes, la fin des salaires scandaleux, l'abrogation des retraites chapeaux, la réintégration de la sous-traitance et la garantie de l'emploi pour la sécurité de tous dans un secteur sensible. La défense des salaires et une vraie politique d'avenir avec l'embauche de milliers de salariéEs et d'abord la centaine de jeunes en sortie d'apprentissage !

Il y a eu beaucoup de promesses dans cette campagne, sur l'emploi et les jeunes particulièrement, il faudrait passer aux actes !

Joel





**Juppé et les législatives : armons-nous... et partez!** Au soir de la défaite de Sarkozy, Juppé prévenait : « nous allons repartir à la prochaine bataille, celle des élections législatives ». Mais les accents conquérants de l'ex-ministre des Affaires étrangères ne s'appliquaient manifestement pas à lui-même. Dès le lendemain on pouvait lire : « Législatives : Juppé ne reprendra pas la circonscription de Chaban... » C'était pourtant acquis : le maire de Bordeaux allait partir « reprendre » la 2<sup>e</sup> circonscription de « sa » ville qu'il avait perdue en 2007 au bénéfice de Michèle Delaunay, PS. Une gifle d'autant plus sévère que cette circonscription, la « circonscription de Chaban », était « le » fief historique de la droite bordelaise. Chaban-Delmas en était devenu député en 1946, un an après avoir été élu maire. Juppé lui avait succédé à la mairie en 1995, puis au Parlement en 1997. Avec l'échec de 2007, 60 ans de « continuité historique » s'achevaient, d'où l'enjeu politique de la « reconquête » à laquelle Juppé se préparait depuis 2010. Mais ses ardeurs ont été refroidies par les 59% obtenus par Hollande dans la circonscription : la « reconquête » avait toutes les chances de virer à la Bérézina... une perspective lourde de conséquences au moment où d'alléchantes perspectives s'ouvrent à Juppé de faire valoir, comme l'écrit la presse, « son aura à droite, acquise de longue date et amplifiée tout récemment au Quai D'Orsay, en vue d'une recombinaison de la droite sans

Sarkozy. » C'est donc un sous-fifre local de l'UMP qui ira à la « bataille des législatives » à sa place.

**Élections en Rhénanie du Nord Westphalie : Merkel qui pleure, la gauche molle qui rit.**

Le grand gagnant des élections c'est le SPD, qui avec 39% retrouve sa place traditionnelle et une assise populaire dans le Land le plus peuplé du pays. Il disposera maintenant d'une majorité bien assise avec le concours des Verts. Avec plus de 8%, soit 1,3% de mieux, le FDP a bénéficié directement de l'aide du capital par le biais des grands médias. Cela se fait au détriment de la CDU, parti de la chancellerie, qui n'obtient que 26,1%, soit son plus mauvais résultat depuis 1974. Le recul important de Die Linke correspond à la tendance nationale. Seuls 2,5% des électeurs lui ont fait confiance, c'est à dire deux fois moins qu'en 2010. L'activité de la gauche anticapitaliste qui anime cette fédération régionale, et de ses députés, n'a pas modifié la donne. Le parti des Pirates obtient 7,7% et fait pour la première fois son entrée au Parlement. On pourrait dire qu'il a pris la place de Die Linke comme support du vote de protestation, mais sur un programme parfaitement flou. *Tout est à nous!* reviendra sur le bilan de cette élection.

**Jean-Marc Rouillan : fin de l'acharnement?** Jean-Marc Rouillan, ancien militant d'Action directe, membre aujourd'hui du NPA

à Marseille, vient enfin d'accéder à la liberté conditionnelle. Jusqu'au bout, le parquet général a persisté dans son acharnement contre notre camarade, en faisant appel systématiquement de toutes les décisions qui, en première instance, lui étaient favorables. Pour la première fois depuis 25 ans, il pourra enfin jouir de son temps, sans l'enfermement auquel le contraignait encore partiellement le régime de semi-liberté et le port du bracelet électronique. Mais la liberté conditionnelle, comme pour ses deux camarades Nathalie Ménigon et Georges Cipriani, restreint toujours les possibilités de déplacements et d'installation. Cette libération est aussi le fruit de la mobilisation, notamment à Marseille, et du travail inlassable des comités de soutien qui ont su rompre l'isolement auquel l'État voulait contraindre les militantEs d'Action directe. Nous saurons être vigilants contre toute tentative, policière ou judiciaire, de remettre en cause la libération de Jean-Marc et de ses camarades.

**Cadeau d'adieu de Guéant.**

Le jour même de l'élection présidentielle, le dimanche 6 mai, le *Journal officiel* publiait un décret de Claude Guéant, signé le 4 mai. Pour ce dernier, c'était un peu l'occasion de finir en apothéose son mandat liberticide. En faisant publier un décret de la loi Loppssi 2 fusionnant le Stic policier (système de traitement des infractions constatées) et le Judex de la gendarmerie (système judiciaire de

documentation et d'exploitation), le ministre a fait passer en force cette fusion qui scelle le fichage systématisé avec un dispositif de reconnaissance faciale permettant d'exploiter les visages captés par vidéosurveillance. Outre le fait que le Stic comporte un nombre incalculable d'erreurs, il faut savoir que ce nouveau fichier comportera aussi des données sur les origines raciales et ethniques, sur les opinions politiques, syndicales, philosophiques et religieuses ainsi que sur la santé et la vie sexuelle. Mardi 8 mai, le futur ex-gouvernement franchit un palier de plus, en créant un fichier d'analyse sérieuse par un décret permettant aux enquêteurs d'exploiter tout l'environnement d'une infraction (punie d'au moins cinq ans d'emprisonnement) en collectant les appels téléphoniques, les logs et activités des réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) que ce soit des sources ouvertes ou fermées (IP, numéros de téléphone, données émanant du FAI). Un arsenal répressif et liberticide sur lequel le PS n'a encore dit mot et sur lequel il n'y a aucune assurance d'abrogation. Il y a, à l'heure qu'il est, de quoi être toujours inquiet pour nos libertés...

**Les enfants de Rubelles enfin à l'école!**

Après le rassemblement du mercredi 9 mai devant la préfecture de Melun, il semblerait que le préfet de Seine-et-Marne se soit enfin rappelé que les enfants avaient des droits. Il aura fallu la mobilisation de RESF, de la LDH et d'Amnesty, autour d'un certain nombre de militants de diverses organisations (dont le NPA et Olivier Besancenot) pour que les obligations légales en matière de scolarisation soient enfin respectées pour ces enfants sans papiers, qui ont passé ces derniers mois dans leur chambre d'hôtel, car indésirables dans les écoles de la petite ville de Rubelles. Après avoir été reçue par un représentant de la préfecture, la petite délégation militante a été informée d'une heureuse issue à cette affaire. En effet, le préfet s'est décidé à écrire une lettre au maire UMP de Rubelles pour imposer la scolarisation d'enfants sans papiers dès le lundi 14 mai, sous peine de

sanctions pénales si la loi n'était pas appliquée. Et lundi matin, ils étaient là. Les quinze enfants âgés de 3 à 11 ans ont ainsi fait leur rentrée de classe, certes particulièrement tardive. Accueillis dans les règles de l'art, les enfants pourront désormais apprendre, comme tous les autres. Une belle victoire.

**Les Indignés espagnols fêtent leur 1<sup>er</sup> anniversaire... avec les policiers.**

Les Indignés ont décidé de fêter l'anniversaire du mouvement en reprenant à nouveau les places. Les Indignés espagnols sont ainsi descendus dans les rues par dizaines de milliers dès samedi 12 mai, franchement en colère et avec la ferme intention de proposer eux aussi quelque chose pour leur pays. Aujourd'hui, entre le peuple espagnol et les institutions, le dialogue est rompu. Les manifestants sont plus que déterminés, il faut dire qu'ils n'ont plus grand chose à perdre, qu'ils soient jeunes ou vieux, le constat est le même. Ils sont révoltés, et bien décidés à ne plus payer pour une crise dont ils ne sont pas responsables. La mobilisation qui devait durer trois jours à Madrid à la Puerta del Sol a été particulièrement impressionnante samedi. Ils étaient ainsi plusieurs milliers à rester au-delà de 22 heures (heure après laquelle le rassemblement n'était plus autorisé) sur la place, s'exposant ainsi à une riposte policière violente ordonnée par le nouveau gouvernement conservateur. Et dimanche, au petit matin, sans surprise, la police a chargé sur la centaine de manifestants qui étaient encore là. De quoi arrêter les Indignés? Pas vraiment. En effet, les Indignés pas encore résignés, ont repris la place dès le lendemain. Délogés à nouveau lundi puis mardi matin, les Espagnols poursuivent la résistance et n'entendent pas en rester là. De quoi donner un peu de courage et d'idées aux Indignés français, qui eux semblent aujourd'hui un peu résignés.

**LE 8 MAI  
C'est notre tour!**



Mardi 8 mai, Paris. Plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées pour manifester en mémoire des massacres de Sétif, le 8 mai 1945. (PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL/MOURAD LAFFITTE)

**NO COMMENT**

*Nous sommes, nous-mêmes Medef, impatientes de commencer à travailler avec le nouveau gouvernement et impatientes aussi de définir avec les organisations syndicales l'agenda social des semaines à venir.*

LAURENCE PARISOT, LE 15 MAI, LORS DE LA PASSATION DE POUVOIRS.

**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction:** 01 48 70 42 27  
**Diffusion:** 01 48 70 42 31  
**Administration:** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
**Mail:** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN:** 1969-8178  
**Commission paritaire:** 0414 P 11508  
**Tirage:** 6 500 exemplaires  
**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication:**  
François Coustal  
**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr

